

GROUPE SNCF

30 juin 2013

RAPPORT SEMESTRIEL
D'ACTIVITÉ

et

COMPTES CONSOLIDÉS
SEMESTRIELS RÉSUMÉS

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



Paris, le 25 juillet 2013,

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés semestriels résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels 2013 ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Guillaume PEPEY', is written over the name.

Guillaume PEPEY

Le Directeur Général Adjoint Finance, Achats
et Systèmes d'Information

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alain PICARD', is written over the name.

Alain PICARD

30 juin 2013

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

SOMMAIRE

Le groupe SNCF en 2013	2
1. Événements majeurs du premier semestre	2
2. Chiffres clés.....	3
3. Événements postérieurs à la clôture.....	4
Résultats et situation financière du Groupe	5
1. Commentaire général sur les résultats du Groupe	5
2. Activités et résultats des branches	9
3. Investissements nets et endettement net	20
4. Etat de situation financière consolidé et ratios.....	22
5. Relations financières avec l'Etat, Réseau Ferré de France et les collectivités locales	23
6. Volet social	25
7. Enjeux et perspectives	26
Gouvernement d'entreprise.....	27
1. Le conseil d'administration.....	27
2. L'équipe dirigeante.....	28

LE GROUPE SNCF EN 2013

1. ÉVÉNEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE

1.1. NOUVELLES NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Le Groupe SNCF a adopté de nouvelles normes IFRS à la date d'ouverture de ses comptes consolidés semestriels résumés 2013, notamment IAS 19 révisée et le paquet consolidation composé des normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 27 et 28 révisées avec des conséquences importantes sur les états financiers dans leur ensemble. La nature des changements et leurs impacts sont présentés en note 1 des comptes consolidés semestriels résumés.

1.2. REPRISE DE PERTE DE VALEUR SUR SNCF INFRASTRUCTURE – MAINTENANCE ET TRAVAUX

Depuis l'exercice 2009, du fait de l'absence de visibilité à long terme et de résultats défavorables, les actifs de cette UGT sont dépréciés à 100%. Dans le cadre de l'application de la norme IAS 36 sur les dépréciations d'actifs, des indices favorables de reprise conjugués ont été constatés sur le premier semestre 2013 :

- la confirmation d'une tendance à l'amélioration du chiffre d'affaires de l'UGT à un niveau lui permettant de couvrir ses charges pour le volume de production demandé par RFF ; et
- la présentation en Conseil des ministres le 29 mai 2013 des grands axes de la réforme du système ferroviaire tels qu'ils figureront dans le futur projet de loi et qui conforte l'amélioration des perspectives attendue sur cette UGT.

En conséquence, les pertes de valeur constatées par le passé ont été reprises pour ramener les valeurs nettes comptables des actifs au même montant que celui qui aurait été obtenu si les actifs n'avaient pas été dépréciés. Un produit net de 546 M€ est constaté sur la ligne « Pertes de valeur » du compte de résultat de la branche SNCF Infra. Les actifs ayant retrouvé une base amortissable non nulle, des charges d'amortissement sont de nouveau constatées au compte de résultat sur cette UGT.

2. CHIFFRES CLÉS

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)
Chiffre d'affaires	16 010	16 007
Marge opérationnelle	1 296	1 266
Résultat opérationnel courant	501	606
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	1 143	583
Résultat financier	-144	-237
Résultat net - part du groupe	865	249
Capacité d'autofinancement	941	958
Investissements nets	1 004	864
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	523	615
ROCE (2)	7,3%	6,6%
Effectifs	243 580	239 947

(1) Retraité des modifications détaillées en note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés : application par anticipation du "paquet consolidation" et application de la norme IAS 19 révisée relative aux avantages du personnel.

(2) ROCE ou return on capital employed = résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence sur capitaux employés moyens.

Les capitaux entrant dans ce calcul sont la somme algébrique des capitaux propres (y compris les participations ne donnant pas le contrôle - intérêts minoritaires) et de l'endettement net. Ils sont retraités des dépréciations d'actifs. La moyenne avec les capitaux employés de l'année précédente forme les capitaux employés moyens. Le ROCE présenté ici a été calculé sur 12 mois glissants.

<i>en millions d'euros</i>	30-juin-2013	31-déc.-2012 (1)
Endettement net	8 010	7 521

(1) Retraité des modifications détaillées en note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

3. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

3.1. SNCF ET SNCB CONSOLIDENT LEUR PARTENARIAT DANS THALYS

Pour renforcer leur partenariat stratégique dans l'activité Thalys, les conseils d'administration de SNCF et de la SNCB ont approuvé respectivement les 27 juin et 8 juillet 2013 le projet de création d'une entreprise ferroviaire commune permettant de consolider leurs intérêts dans Thalys.

Cette entreprise ferroviaire de plein exercice disposera d'un actionnariat stable et solide. Sa création permettra de favoriser une prise de décision plus efficace et d'améliorer le pilotage de l'activité en confiant à une structure unique l'ensemble des moyens concourant au service.

L'objectif est d'assurer le développement de Thalys et de garantir son agilité dans un environnement concurrentiel.

L'accord entre SNCF et la SNCB prévoit la création de cette nouvelle entreprise dès 2015, après notamment l'obtention de l'accord de la Commission Européenne au titre du contrôle des concentrations.

3.2. RENÉGOCIATION DU CRÉDIT SYNDIQUÉ DU GROUPE KEOLIS

La principale source de financement du groupe Keolis est le crédit syndiqué signé le 24 mai 2007, modifié par avenants. Sa date d'échéance est le 24 mai 2014. Son montant disponible au 30 juin 2013 et jusqu'à son échéance est de 515 M€. Au 30 juin 2013, un montant de 425 M€ était tiré.

Des discussions ont été engagées par Keolis auprès de son pool bancaire depuis le premier trimestre 2013 en vue de refinancer le crédit syndiqué. Un nouveau crédit syndiqué d'une durée de cinq ans, prenant la place du précédent, a été signé le 11 juillet 2013.

Pour ce nouveau crédit syndiqué, un seul covenant financier a été retenu, le ratio de levier d'endettement, dans des termes et niveaux à respecter très similaires à ceux présents dans la documentation du crédit syndiqué précédent.

Ce nouveau crédit syndiqué, d'un montant maximum de 800 M€, est à taux variable sur référence Euribor, auquel s'ajoute une marge variant en fonction du levier d'endettement ainsi que du taux d'utilisation. La marge au démarrage, le 11 juillet 2013, est de 95 points de base, répartis en 70 au titre du levier d'endettement et 25 au titre de l'utilisation initiale, inchangée à 425 M€.

3.3. DÉRAILLEMENT D'UN TRAIN INTERCITÉS LE 12 JUILLET 2013

Le vendredi 12 juillet 2013, le train Intercités Paris-Limoges n°3657 a déraillé en gare de Brétigny-sur-Orge (Essonne), avec 385 passagers à bord. La catastrophe a fait 6 morts et 30 blessés dont 2 graves. Les dégâts matériels ont rendu la circulation des trains Fret, Intercités et Transilien impossible puis très limitée entre Paris, Limoges et Toulouse, Paris et Orléans et sur les branches sud du RER C.

Toutes les dispositions ont été immédiatement mises en œuvre afin d'aider les voyageurs, assurer la sécurité du réseau et permettre aussi rapidement que possible la reprise du trafic ferroviaire.

A ce stade, seule l'origine de l'accident est connue. Les enquêtes diligentées afin d'en déterminer les causes sont toujours en cours.

Cet événement survenu postérieurement à la clôture semestrielle est sans lien avec des situations qui existaient au 30 juin 2013. Il n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe. Les conséquences financières pour SNCF restent à évaluer sur le deuxième semestre.

3.4. L'AGENCE DE NOTATION FITCH RATINGS RETIRE LE TRIPLE A DE SNCF

Après avoir dégradé la note souveraine de la France le 12 juillet, l'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 17 juillet avoir dégradé la note de SNCF et RFF. Celle de SNCF en particulier a été dégradée d'un cran de AAA à AA+ en conservant la perspective négative.

RÉSULTATS ET SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

1. COMMENTAIRE GÉNÉRAL SUR LES RÉSULTATS DU GROUPE

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Variation 2013 vs 2012	
Chiffre d'affaires	16 010	16 007	2	0,0%
Péages	-1 792	-1 749	-43	2,4%
Achats et charges externes hors péages	-5 887	-6 001	114	-1,9%
Impôts et taxes	-567	-563	-3	0,6%
Charges de personnel	-6 685	-6 532	-152	2,3%
Autres produits et charges	216	105	112	106,3%
Marge opérationnelle	1 296	1 266	30	2,4%
Dotations aux amortissements	-731	-703	-28	3,9%
Variation nette des provisions	-63	44	-107	-244,7%
Résultat opérationnel courant	501	606	-105	-17,3%
Résultat de cession d'actifs	74	21	53	255,3%
Réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue	-1	0	-1	-395,2%
Pertes de valeur	546	-53	599	-1137,8%
Résultat opérationnel	1 121	575	547	95,2%
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	22	9	13	153,9%
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	1 143	583	560	96,0%
Coût financier des avantages du personnel	-23	-85	62	-73,1%
Coût de l'endettement financier net et autres	-122	-152	31	-20,2%
Résultat financier	-144	-237	93	-39,1%
Résultat avant impôt	999	346	653	188,7%
Impôt sur les sociétés	-123	-82	-40	48,9%
Résultat net des activités ordinaires	876	264	613	232,4%
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-1	0	0	207,0%
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-11	-14	3	-24,4%
Résultat net - Part du groupe	865	249	616	246,8%

<i>Marge opérationnelle / chiffre d'affaires</i>	8,1%	7,9%
<i>Résultat opérationnel courant / chiffre d'affaires</i>	3,1%	3,8%
<i>ROCE (2)</i>	7,3%	6,6%

(1) Retraité des modifications détaillées en note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

(2) Définition du ROCE donnée dans les Chiffres clés.

1.1. Comparabilité des comptes

La comparabilité des résultats 2013 avec ceux de 2012 est affectée par les variations suivantes :

<i>en millions d'euros</i>		Impact sur le chiffre d'affaires
Branche SNCF Proximités	Variation de périmètre 2012 ⁽¹⁾	
	Prise de contrôle de Syntus	26
	Variation de périmètre 2013	
	Acquisition Trimi	3
	Variation des taux de change	3
Branche SNCF Geodis	Variations de périmètre 2012 ⁽¹⁾	
	Acquisition fonds de commerce Sernam	26
	Acquisition MF Cargo	5
	Prise de contrôle Avirail	9
	Autres variations de périmètre	-1
	Variations de périmètre 2013	
	Cession de Novatrans	-9
	Autres variations de périmètre	-1
	Variation des taux de change	-21
Eliminations inter-branches	Effets indirects de la prise de contrôle d'Avirail	-8
Total des effets périmètre et change		33

(1) opérations réalisées en 2012 ayant un impact sur l'évolution du chiffre d'affaires 2012 / 2013.

1.2. Résultats du premier semestre 2013

1.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SNCF, stable par rapport au premier semestre 2012, s'élève à 16 010 M€ à fin juin 2013.

Cette variation se décompose en :

- un effet périmètre pour +51,2 M€ (voir 1.1),
- un effet change pour -18,1 M€ (voir 1.1),
- une variation organique pour le Groupe de -31 M€ (-0,2%) ; celle des branches est la suivante :

• SNCF Infra	-0 M€, -0,0%
• SNCF Proximités	+7 M€, +0,1%
• SNCF Voyages	-40 M€, -1,2%
• SNCF Geodis	-135 M€, -2,9%
• Gares & Connexions	+90 M€, +19,0%

1.2.2 Marge opérationnelle

À 1 296 M€ en 2013, la marge opérationnelle s'améliore de 30 M€, soit de 2,4%, et le taux de marge opérationnelle sur chiffre d'affaires passe de 7,9% à 8,1% entre 2012 et 2013.

en millions d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Variation 2013 vs 2012		Variation 2013 vs 2012 à périmètre et change constants	
Chiffre d'affaires (CA)	16 010	16 007	2	0,0%	-31	-0,2%
Charges de personnel	-6 685	-6 532	-152	2,3%	-127	1,9%
Achats et charges externes (hors péages, énergie de traction et carburant) et autres produits et charges	-5 071	-5 285	214	-4,1%	213	-4,0%
Péages	-1 792	-1 749	-43	2,4%	-42	2,4%
Energie de traction et carburant	-600	-611	12	-1,9%	17	-2,7%
Impôts et taxes	-567	-563	-3	0,6%	-4	0,7%
Marge opérationnelle (MOP)	1 296	1 266	30	2,4%	26	2,1%
Taux MOP / CA	8,1%	7,9%				

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés

NB : les analyses concernant la marge opérationnelle portent sur des variations à *périmètre et change constants*.

Les **charges de personnel** augmentent de 127 M€, soit +1,9%.

Cette évolution s'explique d'une part par la hausse des frais de personnel moyens par salarié de 0,9% et d'autre part par la hausse de l'effectif de 1,1% (voir point 6.1 du volet social).

Les **achats et charges externes (hors péages, énergie de traction et carburant) et autres produits et charges** diminuent de 213 M€ (-4,0%). La comptabilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a un effet favorable de 106 M€ sur ce poste (voir note 1.1.1.4 des comptes consolidés semestriels résumés). En excluant cet élément, la baisse des achats et charges externes (hors péages, énergie de traction et carburant) et autres produits et charges s'établit à -2,0%, reflétant l'évolution de l'activité, notamment celle de la branche SNCF Geodis dont le chiffre d'affaires diminue de 2,9%.

La hausse des **péages** de 42 M€ (+2,4%) est due pour 94 M€ à un effet prix défavorable sur les péages RFF payés par l'EPIC SNCF et pour 44 M€ à un effet volume favorable sur ces mêmes péages.

1.2.3 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant atteint 501 M€, en baisse de 105 M€ par rapport à 2012.

Le taux de transformation du chiffre d'affaires en résultat opérationnel courant passe ainsi de 3,8% en 2012 à 3,1% en 2013.

L'augmentation des dotations nettes aux amortissements (28 M€) est due pour 15 M€ à la reprise de perte de valeur sur SNCF Infra – Maintenance et travaux (*voir point 1.2 des événements majeurs du premier semestre*).

La variation nette des provisions est une dotation de 63 M€ à fin juin 2013, à comparer à une reprise de 44 M€ à fin juin 2012. La variation nette 2012 concernait principalement des reprises de provision sur des litiges clos ou dont le risque avait diminué au cours de la période.

1.2.4 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est en hausse de 547 M€ et s'établit à +1 121 M€.

Le **résultat de cession d'actifs** 2013 se compose principalement de cessions immobilières.

Les **pertes de valeur** 2013 (546 M€) concernent principalement la reprise de perte de valeur sur SNCF Infra – Maintenance et travaux (*voir point 1.2 des événements majeurs du premier semestre*).

1.2.5 Résultat financier

Le résultat financier s'améliore de 93 M€ ; retraité des effets positifs de juste valeur (+25 M€) il progresse de 68 M€. Cette évolution est liée pour 62 M€ au coût financier des avantages du personnel qui avait été affecté au premier semestre 2012 par la baisse du taux d'actualisation et par la mise à jour des hypothèses de calcul des provisions.

1.2.6 Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt sur les sociétés progresse de 40 M€ entre 2012 et 2013 du fait d'une élévation du taux effectif d'impôt (TEI) prévisionnel. Cette élévation s'explique en partie par un montant de déficits reportables imputables en baisse sur 2013 à la suite du durcissement des législations fiscales françaises survenu en fin d'année 2012.

1.2.7 Résultat net part du Groupe

Conséquence de l'ensemble de ces évolutions, le résultat net part du Groupe est bénéficiaire de 865 M€, contre un gain de 249 M€ en 2012, après constatation d'un résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) de 11 M€.

La progression de 616 M€ du résultat est imputable à hauteur de +636 M€ aux éléments non récurrents suivants :

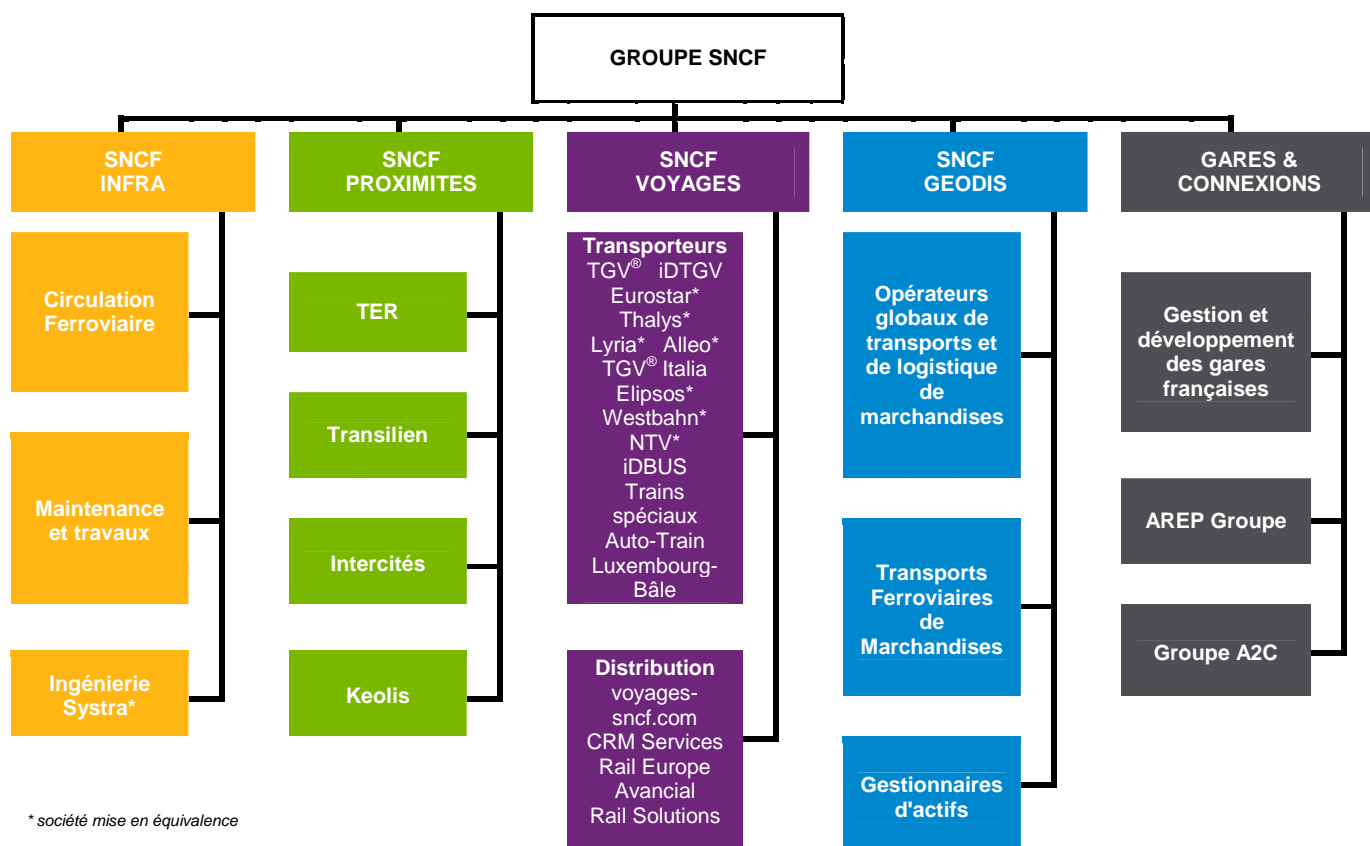
- variation des pertes de valeur constatées (+618 M€) dont +546 M€ en lien avec la reprise de perte de valeur de SNCF Infra – Maintenance et travaux (*voir point 1.2 des événements majeurs du premier semestre*) ;
- variation des justes valeurs en résultat financier (+25 M€) ;
- complément de plus-value de cession immobilière sur une opération traitée en résultat non récurrent précédemment (+15 M€) ;
- reprise en 2012 de la provision sur SeaFrance (-21 M€).

Le résultat net récurrent se dégrade de 21 M€ et s'établit à +284 M€ à fin juin 2013.

Le ROCE (calculé sur le résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence) passe de 6,6% à 7,3%.

2. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DES BRANCHES

L'activité du groupe SNCF est organisée en cinq branches, appuyées par des Fonctions communes : SNCF Infra, SNCF Proximités, SNCF Voyages, SNCF Geodis et Gares & Connexions.



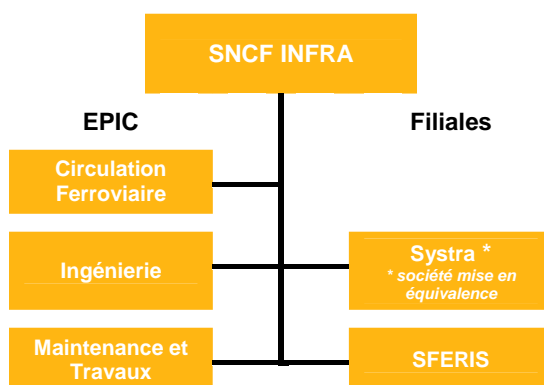
Les contributions au chiffre d'affaires, à la marge opérationnelle, au résultat opérationnel courant, au résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence et aux investissements nets des composantes du Groupe s'établissent comme suit (les données financières par branche figurant dans le tableau ci-dessous et dans ceux des pages suivantes sont présentées aux bornes de chaque branche excepté pour les investissements nets présentés en contributif Groupe) :

en millions d'euros	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	FCP (1)	Eliminations inter-branches	Groupe
Chiffre d'affaires	2 657	5 981	3 399	4 566	566	2 759	-3 919	16 010
Marge opérationnelle	68	313	389	147	107	272		1 296
Résultat opérationnel courant	48	130	205	-38	45	112		501
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	47	135	216	-36	45	117		523
Investissements nets	-69	-289	-266	-133	-49	-199		-1 004

(1) Fonctions communes et Participations

Sauf indication contraire, les analyses des résultats par branche sont présentées non retraitées des effets périmètre et change.

2.1. BRANCHE SNCF INFRA



La branche SNCF Infra regroupe les activités :

- de gestionnaire délégué du réseau ferroviaire pour le compte de Réseau Ferré de France (gestion des circulations et entretien du réseau) ;
- d'ingénierie d'infrastructure à dominante ferroviaire (Systra).

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	2 657	2 657	0
Marge opérationnelle (MOP)	68	58	11
<i>MOP / CA</i>	2,6%	2,2%	
Résultat opérationnel courant	48	46	3
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	47	45	2
Investissements nets	-69	-51	-18

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

Faits marquants

- La branche SNCF Infra a poursuivi au premier semestre ses travaux portant sur le projet de constitution du futur Gestionnaire d'Infrastructure Unifié (GIU). Cela s'est notamment traduit par le traitement par le plateau commun SNCF-RFF de quatre nouvelles thématiques ; ce sont maintenant dix-huit projets qui sont pris en charge par cette structure bipartite qui préfigure la future organisation du gestionnaire de l'infrastructure.
- Le Conseil d'administration de SNCF a validé le 23 avril 2013 la convention entretien 2013 liant SNCF à RFF.
- En termes d'activité le premier semestre a été marqué par la poursuite des travaux de modernisation du réseau ferroviaire notamment sur la ligne Le Mans-Rennes en lien avec la future ligne à grande vitesse Bretagne-Pays-de-la-Loire et surtout en Ile-de-France (Eole à l'Ouest, RER B, C, D,...). Par ailleurs le personnel a été fortement mobilisé pour faire face aux vagues d'intempéries (inondations, périodes de grand froid) du début d'année.
- La branche SNCF Infra a créé la SAS Eurailscout France, société chargée de réaliser des prestations de mesure de la géométrie de la voie.
- L'Ingénierie SNCF et Systra ont travaillé spécifiquement à de futures collaborations à l'international.
- Sur le plan comptable, du fait de la constatation d'indices favorables, les pertes de valeur enregistrées depuis l'exercice 2009 ont été reprises pour un montant de 546 M€ (voir 1.2 des événements majeurs du premier semestre).

Résultats du premier semestre 2013

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2013 de la branche SNCF Infra est stable à 2 657 M€.

Retraité du transfert des Agences Bâtiment et Energie (ABE) à la branche Gares & Connexions au 1^{er} janvier 2013, l'activité progresse de 3,1%.

Cette croissance dynamique s'explique notamment par la progression des opérations de rénovation sur le réseau ferroviaire en particulier en Ile-de-France et par la prise en compte des accords intervenus entre SNCF et Réseau Ferré de France concernant l'entretien du réseau (développement des travaux de nuit et de week-end).

- Marge opérationnelle

La croissance de la marge opérationnelle de la branche SNCF Infra (+11 M€) est directement liée à la progression des travaux sur l'infrastructure réalisés pour RFF et partiellement compensée par la diminution des effets non récurrents liés aux relations avec RFF.

- Résultat opérationnel courant

L'amélioration du résultat opérationnel courant de 3 M€ s'explique principalement par la croissance de la marge opérationnelle et l'évolution de la variation nette des provisions ; ces effets sont en partie compensée par la hausse de 15 M€ des dotations aux amortissements consécutive à la reprise de perte de valeur sur SNCF Infra – Maintenance et travaux (*voir 1.2 des événements majeurs du premier semestre*).

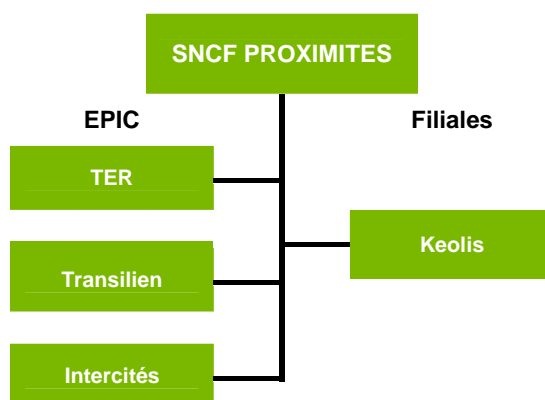
- Investissements nets

Les investissements 2013, en progression de 18 M€ par rapport à 2012, ont principalement consisté en des opérations de modernisation de l'appareil de production (engins de traction notamment).

Perspectives du deuxième semestre 2013

- Le deuxième semestre 2013 sera marqué par la poursuite des travaux menés en commun par les équipes SNCF et RFF en vue de constituer le Gestionnaire d'Infrastructure Unifié.
- En termes d'activité un accroissement conséquent du volume de travaux est attendu en Ile-de-France (RER B+ Nord, RER D) et dans le cadre des travaux connexes aux lignes à grande vitesse Sud-Europe-Atlantique, Bretagne-Pays de la Loire et contournement Nîmes-Montpellier.
- Enfin, la branche poursuivra, en vue de réaliser son programme d'efficacité industrielle, la modernisation de son appareil de production par l'acquisition d'engins de maintenance, de locomotives de forte puissance ou de dispositifs d'annonce par radio.

2.2. BRANCHE SNCF PROXIMITÉS



La branche SNCF Proximités regroupe toutes les activités de transport de proximité du Groupe : liaisons moyenne distance (Intercités), services conventionnés de transport ferroviaire (TER, Transilien, et filiales de Keolis), par autocar, tramway ou métro (Keolis) ainsi que les services complémentaires associés au transport de voyageurs.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	5 981	5 941	41
Marge opérationnelle (MOP)	313	323	-10
	<i>MOP / CA</i>	<i>5,2%</i>	<i>5,4%</i>
Résultat opérationnel courant	130	165	-35
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	135	182	-47
Investissements nets	-289	-106	-183

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

Faits marquants

Transilien

- L'activité a présenté dix mesures pour améliorer la fiabilité des transports du quotidien en Ile-de-France et annoncé la nomination d'un Directeur Général du Gestionnaire d'Infrastructure Unifié en Ile-de-France.
- Les mises en service de la nouvelle automotrice Francilien se sont poursuivies au premier semestre 2013 ; après la région de Paris-Nord, le déploiement a concerné les régions de Paris-Est et Paris-Saint-Lazare.

Intercités

- Sur le plan commercial l'activité Intercités a poursuivi son action de simplification des tarifs et lancé des offres promotionnelles en avril (deux billets pour le prix d'un sur plusieurs destinations) et mai (opération « 250 000 billets à partir de 15 € »).
- Intercités a lancé une nouvelle offre de restauration et un nouveau service gratuit d'information en temps réel pour les abonnés du grand bassin parisien.

TER

- Une nouvelle convention couvrant la période 2013 – 2017 a été signée le 22 mars 2013 avec la région Franche-Comté.
- Au premier semestre huit lignes TER de l'est de la France ont été certifiées « NF Services », démarche qualité qui permet d'améliorer la satisfaction des clients.

Keolis

- Etats-Unis :

- Keolis Transit America (KTA) a remporté un contrat de trois ans pour le transport de personnes à mobilité réduite dans la ville de Fresno en Californie. Faisant partie des plus importants contrats de cet Etat, il permet à KTA de renforcer sa présence dans l'ouest du pays.
- KTA a également été retenu pour exploiter le principal lot du réseau urbain de la métropole de Las Vegas (environ 30 millions de passagers annuels).
- Benelux : Keolis a acquis deux sociétés spécialisées dans le transport scolaire, Trimi et Autocars Saint-Christophe.
- Chine :
 - Le président de Keolis a inauguré les bureaux du groupe à Wuhan, capitale de la province du Hubei. Keolis se positionne en partenaire de cette métropole, notamment dans le domaine de l'inter modalité des transports et participe à la conception du futur hub intermodal du terminal 3 de l'aéroport de Wuhan.
 - Un accord de coopération stratégique a été signé avec Shanghai Shentong Metro Group ; son objectif est de répondre en commun à des appels d'offres de métros urbains, de tramways et de trains régionaux en Chine, en Asie et sur la scène internationale.
- France : quatre contrats ont été renouvelés au premier semestre 2013 ; ils concernent l'exploitation d'une partie du réseau interurbain des Cars du Rhône pour une durée de huit ans et demi, la gestion des transports en commun de l'agglomération Châtelleraudaise pour une durée de sept ans et deux délégations de service public de l'agglomération d'Angers (transport urbain et transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite).

Résultats du premier semestre 2013

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2013 est en hausse de 41 M€ (+0,7%) par rapport à 2012. Cette évolution s'explique notamment par :

- un effet périmètre favorable de 30 M€ chez Keolis, lié aux acquisitions réalisées en Belgique en 2012 et 2013 et à la prise de contrôle de Syntus en août 2012,
- un effet change favorable pour 3 M€.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires de la branche est quasiment stable (progression de 7 M€ soit +0,1%).

- Marge opérationnelle

La marge opérationnelle de la branche SNCF Proximités diminue de 10 M€ (-3,2%) entre 2012 et 2013.

- Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de la branche se dégrade de 35 M€ ; à l'effet lié au recul de la marge opérationnelle s'ajoute l'évolution des dotations aux amortissements suite entre autres aux mises en service de matériel roulant par Transilien ; par ailleurs le solde de la variation nette des provisions est au premier semestre 2013 une dotation nette de 15 M€ contre une dotation nette de 7 M€ en 2012.

- Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence

Le résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence est affecté en 2013 par le recul de 11 M€ du résultat net des sociétés anglaises de Keolis.

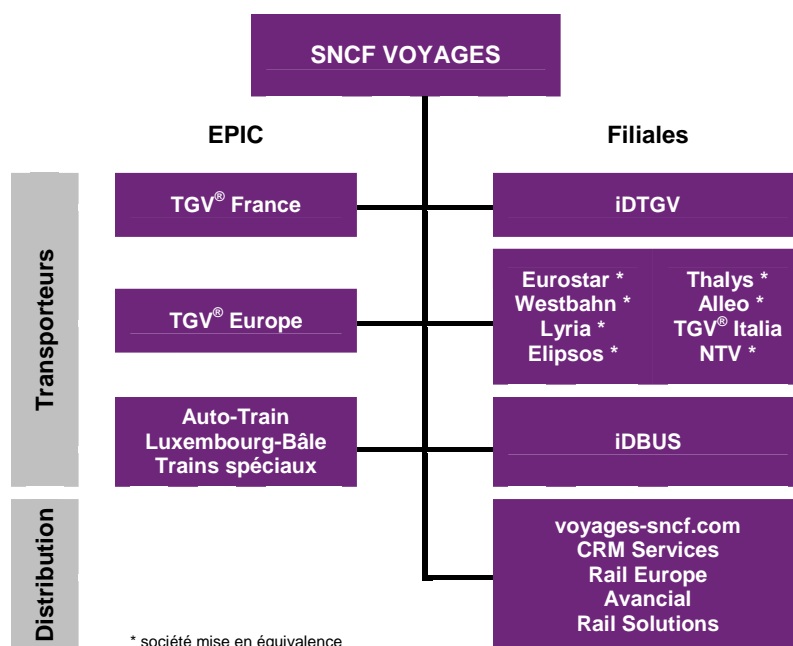
- Investissements nets

Les investissements de la branche augmentent sensiblement (+183 M€) en lien avec les programmes de rénovation du matériel roulant pour TER et Intercités. Par ailleurs le volume des investissements de Transilien avait été affecté au premier semestre 2012 par les retards de livraison des rames Francilien.

Perspectives du deuxième semestre 2013

- Le deuxième semestre 2013 sera marqué par la signature de l'avenant de prolongation de la convention liant Intercités à l'Etat pour 2014 et par la signature de la convention de renouvellement du matériel roulant de cette activité.

2.3. BRANCHE SNCF VOYAGES



L'activité de la branche SNCF Voyages se compose :

- de prestations de transporteur en France et en Europe au travers notamment de ses activités TGV®, Eurostar, Thalys, Lyria ;
- de la fourniture de prestations associées au transport de voyageurs : distribution (avec entre autres voyages-sncf.com) et accompagnement des trains.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	3 399	3 439	-40
Marge opérationnelle (MOP)	389	434	-45
<i>MOP / CA</i>	11,4%	12,6%	
Résultat opérationnel courant	205	266	-61
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	216	253	-37
Investissements nets	-266	-268	3

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

Faits marquants

- Au premier semestre 2013 la branche SNCF Voyages a développé son offre de transport en proposant notamment :
 - une nouvelle desserte de Quimper et du sud de la Bretagne avec iDTGV ;
 - de nouvelles relations iDBus entre le sud de la France et le nord de l'Italie ;
 - une nouvelle liaison Eurostar entre Londres et Lyon, Avignon et Aix-en-Provence ;
 - une offre « à grande vitesse et à petits prix » baptisée Ouigo, sur des trajets entre Marne-la-Vallée et Marseille ou Montpellier.
- Par ailleurs un tronçon de 131 kilomètres de ligne à grande vitesse a été inauguré entre Barcelone et la frontière française, dernière étape avant l'union des réseaux à grande vitesse français et espagnol.
- De nouveaux services susceptibles de concurrencer le transport automobile et aérien ont été lancés par iDTGV et notamment une offre « porte à porte » permettant au client de réserver une navette pour se rendre à la gare.
- Sur le plan commercial SNCF Voyages a poursuivi tout au long du premier semestre sa politique visant à mettre à disposition de ses clients plus de billets à prix réduits ; par ailleurs une nouvelle offre,

les « samedis de TGV[®] » propose des billets à 30 euros pour tous les trajets aller-retour effectués le samedi vers des destinations en France à moins de deux heures de Paris.

- Les abonnés TGV[®] membres du programme de fidélité Voyageur bénéficient d'un nouveau service « Garantie Ponctualité » dédié, simplifiant notamment le processus de dédommagement.
- SNCF Voyages s'est vu décerner par la Chambre Française de Commerce et d'Industrie en Italie (CFCII) le trophée du meilleur investissement français en Italie pour le lancement en 2012 de l'offre 100% SNCF de TGV[®] entre la France et l'Italie. Sur cette relation TGV[®] a transporté en 2012 environ 500 000 passagers internationaux (soit +30% par rapport à l'année précédente) et atteint une satisfaction de la clientèle de 95%.

Résultats du premier semestre 2013

▪ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la branche est en recul de 40 M€ (-1,2%) du fait de l'évolution des produits du trafic (-0,9%) dont -2,2% sur TGV[®] France (recul sur le segment de la clientèle professionnelle).

A noter cependant que sur les activités européennes, la hausse des produits du trafic est de +7,9 %, issue en grande partie de Lyria (services ferroviaires à grande vitesse vers la Suisse) et Alleo (services ferroviaires à grande vitesse vers l'Allemagne). Elles bénéficient également de la mise en service de la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône, ainsi que de la progression de TGV[®] France-Italie et de Thalys (services ferroviaires à grande vitesse vers la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne).

▪ Marge opérationnelle

La marge opérationnelle de la branche SNCF Voyages recule de 45 M€, à 389 M€.

Alors que l'activité se contracte, la progression des charges reste globalement dynamique incluant notamment les péages ferroviaires et la maintenance du matériel roulant.

▪ Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de la branche se dégrade de 61 M€, à 205 M€ ; la dégradation de la marge opérationnelle est amplifiée par l'évolution de la variation nette des provisions dont le solde au 30 juin 2013 est une dotation nette de 10 M€.

▪ Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence

Le résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence est notamment affecté au 30 juin 2013 par la croissance du résultat net de Westbahn et d'Eurostar pour respectivement 22 M€ et 6 M€.

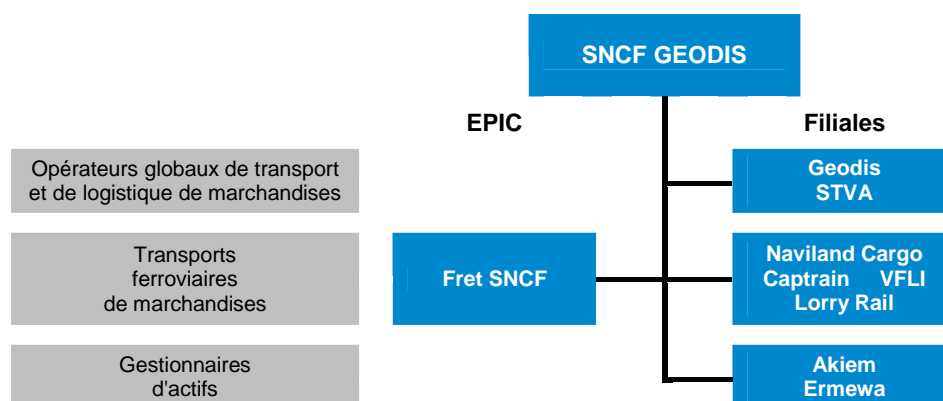
▪ Investissements nets

Comparé à la même période de 2012, le niveau des investissements est stable au premier semestre 2013. Ils se sont composés essentiellement d'acquisitions de rames TGV[®] 2N2 et d'opérations de révision et de rénovation sur une partie du parc TGV[®] (Réseau, Duplex, Sud-Est).

Perspectives du deuxième semestre 2013

- La branche va mettre en place au second semestre une offre directe à destination de Barcelone à la suite de la mise en service de la ligne à grande vitesse reliant Figueras à Barcelone.
- Elle consolidera par ailleurs ses dernières offres commerciales de transport et de services (Ouigo, iDBus, co-voiturage,...).

2.4. BRANCHE SNCF GEODIS



La branche SNCF Geodis rassemble une palette complète des métiers du transport et de la logistique des marchandises.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	4 566	4 694	-127
Marge opérationnelle (MOP)	147	90	57
<i>MOP / CA</i>	3,2%	1,9%	
Résultat opérationnel courant	-38	-82	43
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	-36	-81	45
Investissements nets	-133	-176	43

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

Faits marquants

- Les principaux succès commerciaux de la branche SNCF Geodis ont concerné :
 - un nouveau partenariat entre Geodis Messagerie et Liebherr pour la livraison de pièces de rechange via le réseau France Express ;
 - un contrat de deux ans entre Geodis Wilson et Delsey pour la gestion globale des opérations logistiques du fabricant de bagages. Geodis assurera la gestion des transports en Asie, des prestations de logistique garantissant la mise à disposition permanente d'un volume de stockage de plus de 15 000 m³ et la livraison par conteneurs complets dans le monde entier, en particulier vers la France, les États-Unis, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et la région Asie-Pacifique ;
 - un contrat de trois ans entre Geodis Bourgey-Montreuil et Heineken France pour le pilotage de tous ses flux de transport, confirmant ainsi la position d'acteur majeur de Geodis BM dans le secteur des boissons en France ;
 - un contrat entre VFLI et Lafarge pour l'acheminement de granulats pour les travaux de l'autoroute A1.
- Geodis et Coruscant se sont associés pour l'installation et l'exploitation de deux centrales photovoltaïques en France.
- Fret SNCF a remporté le contrat de transport des engins chenillés Caterpillar et repris à la route un nouveau trafic pour le client Gefco. Par ailleurs plusieurs contrats ont été renouvelés, notamment avec Thevenin & Ducrot (produits pétroliers), Sitfa (transport de véhicules Toyota), Aperam (alliages) ou Owens-Illinois (verres d'emballage).
- Transport Ferroviaire Holding (TFH) et le groupe de services espagnol Comsa Emte ont signé un accord pour l'entrée de TFH au capital de Comsa Rail Transport (CRT). En parallèle, CRT, Comsa Emte et Fret SNCF ont signé un accord commercial pour promouvoir le trafic ferroviaire de marchandises entre la France, l'Europe centrale et l'ensemble de la péninsule ibérique.

Résultats du premier semestre 2013

▪ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2013 est en baisse de 127 M€ (-2,7%) par rapport à 2012. Il a été impacté par :

- un effet périmètre pour +29 M€ (*le détail des variations de périmètre figure dans le point 1.1*),
- un effet change pour -21 M€.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en baisse de 2,9% (-135 M€).

Dans un contexte de récession économique qui se prolonge en Europe de l'Ouest, tous les pôles sont en retrait :

- Offre Globale (Geodis et STVA) marque un nouveau recul de 3,0%. Seule la division Freight Forwarding (commission de transport aérien et maritime) est en progression de 2,2 %, ce qui compense partiellement le recul des autres divisions, notamment la Messagerie (baisse de 7,4%) et STVA (-11% du fait du recul des immatriculations de 14% dans la zone Euro).
- Le chiffre d'affaires du pôle Transports Ferroviaires de Marchandises (TFM) est en contraction de 5,4% dont -5,9% pour Fret SNCF et -4,2% pour le Transport Multimodal.
- Enfin, l'activité Gestionnaires d'actifs est en retrait de -1,5% par rapport à 2012.

▪ Marge opérationnelle

La marge opérationnelle progresse de 57 M€ ; à périmètre et taux de change constants la progression de 55 M€ est portée principalement par Fret SNCF (+60 M€).

▪ Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant croît de 43 M€ ; la croissance de la marge opérationnelle (57 M€) est en partie compensée par l'évolution de la variation nette des provisions (dotation nette de 17 M€ en 2013 contre une reprise nette de 8 M€ en 2012).

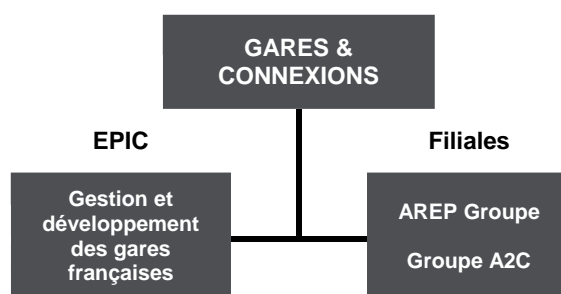
▪ Investissements nets

La baisse des investissements constatée en 2013 concerne les divisions Messagerie et Logistique de Geodis ainsi que Fret SNCF (fin des livraisons de locomotives diesel BB75000).

Perspectives du deuxième semestre 2013

- Dans un environnement économique sans perspective d'amélioration et où la pression tarifaire restera forte, Geodis se recentrera sur son cœur de métier dans le but d'améliorer sa rentabilité et de maîtriser ses investissements et son besoin en fonds de roulement.
- Fret SNCF devra poursuivre sa trajectoire d'amélioration des résultats enregistrée depuis 3 ans en dépit de la contraction continue de l'activité, grâce à l'ajustement des moyens et aux gains de productivité obtenus par la mise en œuvre du programme « Efficacité Industrielle et Développement ».

2.5. BRANCHE GARES & CONNEXIONS



Créée au 1^{er} janvier 2010, cette cinquième branche entend faire émerger des services innovants dans les gares tout en inventant de nouveaux espaces pour la mobilité des villes. Ses principales filiales sont AREP Groupe (architecture et aménagement urbain) et le groupe A2C (valorisation commerciale en gare).

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	566	475	90
Marge opérationnelle (MOP)	107	92	15
	<i>MOP / CA</i>	<i>18,8%</i>	<i>19,3%</i>
Résultat opérationnel courant	45	35	10
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	45	35	10
Investissements nets	-49	-65	15

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

Faits marquants

- Au 1^{er} janvier 2013 les Agences Bâtiment Energie (ABE), précédemment rattachées à la branche SNCF Infra, ont intégré la branche Gares & Connexions.
- Le premier semestre a vu le lancement des travaux des pôles d'échanges multimodaux de Besançon-Viotte, Nice-Thiers, Clisson, Agen et Guingamp et la poursuite ou la validation des projets à Rennes, Quimper, La Rochelle, Nantes, Montpellier et Lyon-Part-Dieu.
- Dans son avis n°2013-002 du 30 janvier 2013 sur le document de référence du réseau ferré national l'ARAF (Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires) a rappelé ses demandes concernant :
 - la séparation comptable de la branche Gares & Connexions ;
 - la reprise par la branche des missions de la plateforme de services aux entreprises ferroviaires ;
 - la mise en place d'un groupe de travail sur les pondérations tarifaires.

Résultats du premier semestre 2013

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la branche est en progression de 90 M€ (+19,0%).

Cette évolution provient pour 52 M€ du transfert des Agences Bâtiment Energie à la branche ; l'augmentation du tarif des redevances versées par les transporteurs en contrepartie de l'accès aux gares et des services rendus (prestations de base) explique l'essentiel du reste de la croissance du chiffre d'affaires.

- Marge opérationnelle

La marge opérationnelle de la branche croît de 15 M€ entre 2012 et 2013. La progression porte principalement sur les prestations de base.

- Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant, en croissance de 10 M€, a été affecté par la hausse des amortissements sur les installations fixes.

- Investissements nets

La baisse des investissements de 15 M€ est essentiellement liée à la variation du besoin en fonds de roulement d'investissements.

Perspectives du deuxième semestre 2013

- La branche va poursuivre au deuxième semestre ses projets de développement notamment dans le cadre des futures lignes à grande vitesse et du projet d'aménagement du site de Paris-Austerlitz.

3. INVESTISSEMENTS NETS ET ENDETTEMENT NET

3.1. INVESTISSEMENTS NETS

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Evolution	
Investissements nets	-1 004	-864	-139	+16%
Cessions nettes	154	137	16	+12%
Investissements nets des cessions	-850	-727	-123	+17%

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels révisés.

Les investissements nets sont en progression de 139 M€ par rapport à 2012 ; ils s'élèvent à 1 004 M€ au 30 juin 2013.

Cette évolution concerne principalement la branche SNCF Proximités dont les investissements, en hausse de 183 M€, ont concerné notamment la rénovation de matériels roulants pour TER et Intercités. Par ailleurs le volume des investissements de Transilien avait été affecté au premier semestre 2012 par les retards de livraison des rames Francilien.

Le montant des cessions nettes est en progression de 16 M€ par rapport à 2012 ; les cessions de l'exercice se composent principalement de biens immobiliers.

3.2. ENDETTEMENT NET DU GROUPE

<i>en millions d'euros</i>	30-juin-2013	31-déc.-2012 (1)	Evolution
Dette non courante	14 588	15 107	-519
Créance non courante	-4 321	-4 294	-27
Dette nette non courante	10 267	10 813	-546
Dette courante	4 941	5 079	-138
Créance courante	-7 198	-8 371	1 173
Dette nette courante	-2 257	-3 292	1 035
Endettement net	8 010	7 521	489
<i>Gearing (Endettement net / Fonds propres)</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

L'endettement net s'élève à 8,0 milliards d'euros au 30 juin 2013, soit un gearing (Endettement net / Fonds propres) de 1,0 (1,1 à fin 2012). Le ratio endettement net sur marge opérationnelle passe de 2,7 fin 2012 à 2,9 fin juin 2013 (calculé sur 12 mois glissants).

L'augmentation de l'endettement net de 0,5 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2012 s'analyse comme suit :

Endettement net à l'ouverture (1)	7 521
CAF	-941
Investissements nets	1 004
Cessions nettes	-154
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-27
Croissance externe nette	21
Variation de BFR d'exploitation	481
Dividende versé à l'Etat	209
Variation de juste valeur, coût amorti, écart de conversion	-45
BFR d'impôt	-60
Autres	3
Endettement net à la clôture	8 010

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

3.3. SOURCES DE FINANCEMENT ET GESTION DE LA DETTE

Les dettes non courante et courante diminuent respectivement de 0,5 milliard d'euros et de 0,1 milliard d'euros.

Ces variations proviennent essentiellement :

- de la variation de juste valeur des emprunts obligataires pour -0,2 milliard d'euros ;
- de la diminution des dettes de trésorerie et de la trésorerie passive pour 0,2 milliard d'euros.

Les créances courantes baissent de 1,2 milliard d'euros notamment du fait :

- de la diminution de la trésorerie pour 1,1 milliard d'euros ;
- de la diminution des dépôts versés pour 0,2 milliard d'euros ;
- de l'augmentation des valeurs mobilières de placement pour 0,4 milliard d'euros.

L'EPIC assure la gestion de l'essentiel de l'endettement net du Groupe. Il porte en effet 93% de l'endettement externe du Groupe à la date de clôture.

La dette à long terme du groupe SNCF est notée comme suit par les principales agences de notation :

	Note long terme	Perspective	Date du rapport
Standard & Poor's	AA	Sous surveillance	30-avr.-13
Moody's	Aa2	Négative	3-juin-13
Fitch Ratings	AA+	Négative	17-juil.-13

3.4. EXPOSITION DU GROUPE AUX RISQUES DE MARCHÉ

La gestion des risques de marché fait l'objet d'un cadre général, approuvé par le Conseil d'administration de la SNCF et dans lequel sont définis les principes de gestion des risques de la société mère qui peuvent être couverts par des instruments financiers.

Sont définis dans ce cadre général, les principes de choix des produits financiers, des contreparties et des sous-jacents pour les produits dérivés.

De manière plus précise, le cadre général définit les limites de risque sur la gestion de la trésorerie euro et devises ainsi que celles relatives à la gestion de l'endettement net à long terme.

En outre, il décrit le système de délégations et de décisions ainsi que le système de reporting et de contrôle et sa périodicité (quotidienne, bimensuelle, mensuelle et annuelle).

Le détail de la stratégie mise en œuvre est décrit dans les comptes consolidés annuels.

4. ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉ ET RATIOS

<i>en millions d'euros</i>	30-juin-2013	31-déc.-2012 (1)
Écarts d'acquisition	1 368	1 363
Immobilisations incorporelles	1 350	1 347
Immobilisations corporelles	16 049	15 396
Actifs financiers non courants	5 419	5 243
Titres mis en équivalence	1 055	1 059
Impôts différés actifs	963	955
Actifs non courants	26 204	25 363
Actifs d'exploitation	8 827	8 639
Actifs financiers courants	3 093	3 159
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 215	5 291
Actifs courants	16 135	17 088
Actifs détenus en vue d'être cédés	1	22
TOTAL DE L'ACTIF	42 339	42 474
Capital	4 971	4 971
Réserves consolidées	1 825	1 666
Résultat net de l'exercice	865	376
Capitaux propres Groupe	7 661	7 012
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	111	104
Capitaux propres totaux	7 772	7 117
Engagements envers le personnel non courants	2 041	2 047
Provisions non courantes	773	764
Passifs financiers non courants	14 588	15 107
Impôts différés passifs	208	204
Passifs non courants	17 610	18 122
Engagements envers le personnel courants	156	149
Provisions courantes	205	216
Dettes d'exploitation	11 652	11 768
Passifs d'exploitation	12 013	12 133
Passifs financiers courants	4 941	5 079
Passifs courants	16 954	17 212
Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés	4	24
TOTAL DU PASSIF	42 339	42 474
<i>Gearing (Endettement net / Fonds propres)</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>
<i>Endettement net / Marge opérationnelle</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

Sur l'exercice 2013 l'état de situation financière enregistre les variations suivantes :

- l'augmentation des immobilisations corporelles de 653 M€ ; la reprise de perte de valeur sur SNCF Infra – Maintenance et travaux explique cette évolution à hauteur de 546 M€ (voir point 1.2 des événements majeurs du premier semestre).
- l'augmentation des capitaux propres du Groupe qui intègre principalement le résultat de la période (865 M€).

Les variations sur les actifs et passifs financiers sont analysées dans le point 3.3.

5. RELATIONS FINANCIÈRES AVEC L'ÉTAT, RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

SNCF reçoit :

- d'une part des commandes publiques de prestations de services (comme tout concessionnaire de service public ou fournisseur de l'Etat et des collectivités locales), dans un cadre législatif et réglementaire de monopole,
- d'autre part des subventions d'exploitation et d'investissement reçues pour l'essentiel dans le cadre des activités de la branche SNCF Proximités.

5.1. COMMANDES PUBLIQUES DE PRESTATIONS DE SERVICES

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012	Variation
Rémunération du Gestionnaire d'Infrastructure par RFF	1 594	1 581	13
<i>dont gestion des trafics et des circulations</i>	<i>445</i>	<i>445</i>	<i>0</i>
<i>dont entretien du réseau et du patrimoine</i>	<i>1 150</i>	<i>1 136</i>	<i>14</i>
Travaux pour RFF	909	843	67
Total RFF	2 504	2 424	80
Compensations tarifaires régionales	251	253	-1
Prestations de services pour les Autorités Organisatrices (1)	1 884	1 899	-15
Total Régions et STIF	2 135	2 151	-16
Presse	2	2	0
Tarifs sociaux	31	32	-1
Défense	78	86	-7
Trains d'Equilibre du Territoire (TET) (1)	155	146	9
Total État	266	266	0
TOTAL	4 905	4 841	64

(1) Le montant 2012 a été modifié par rapport au montant publié au 30 juin 2012 afin de le rendre comparable au montant 2013 (+39 M€ sur les Prestations de services pour les Autorités Organisatrices et +7 M€ sur les Trains d'Equilibre du Territoire).

La variation des travaux pour RFF (+67 M€) est principalement due à l'augmentation des travaux de régénération des voies et des installations électriques de sécurité.

5.2. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS REÇUS DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

Les concours publics apportés au Groupe par l'Etat et les collectivités publiques sont présentés dans le tableau suivant :

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Variation
Subventions d'exploitation	29	18	11
Encaissement sur actifs financiers de concession	248	212	37
Subventions d'investissement sur immobilisations corporelles et incorporelles	92	73	20
Total	370	302	67

(1) Retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

Encaissement sur actifs financiers de concession et subventions d'investissement reçues

SNCF perçoit des subventions d'investissement sous la forme de financement par des tiers, principalement des collectivités territoriales, notamment pour le matériel roulant.

En application de l'interprétation IFRIC 12, les subventions reçues dans le cadre de concessions sont présentées dans l'état de situation financière en diminution des actifs incorporels ou des actifs financiers en fonction du modèle applicable après analyse de chaque contrat de concession. Dans le cas des actifs financiers de concession, les subventions reçues sont considérées comme une modalité de remboursement de ces actifs.

Au compte de résultat les subventions d'investissement relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles sont constatées en résultat d'exploitation (diminution de la dotation aux amortissements) en fonction de la durée de vie économique estimée des biens correspondants.

6. VOLET SOCIAL

6.1. EFFECTIFS MOYENS

	30-juin-2013	30-juin-2012 (1)	Variation		Variation à périmètre constant et hors transferts internes (2)	
Branche SNCF Infra	50 934	51 849	-1,8%	-916	+1,1%	584
Branche SNCF Proximités	66 326	60 658	+9,3%	5 669	+5,1%	3 088
<i>dont groupe Keolis</i>	47 925	44 389	+8,0%	3 537	+6,7%	2 956
Branche SNCF Voyages	24 655	25 475	-3,2%	-820	+0,6%	160
Branche SNCF Geodis	45 956	46 556	-1,3%	-599	-2,2%	-1 031
<i>dont groupe Geodis</i>	31 576	30 757	+2,7%	818	+0,4%	132
Gares & Connexions	3 262	1 667	+95,7%	1 595	+5,7%	95
Fonctions communes et participations	52 446	53 742	-2,4%	-1 296	-0,6%	-296
TOTAL	243 580	239 947	+1,5%	3 633	+1,1%	2 600

(1) Retraité des modifications détaillées en note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

(2) Principaux effets périmètre :

- Branche SNCF Proximités : prise de contrôle de Syntus (+467) et acquisition de Trimi (+104).
- Branche SNCF Geodis : acquisitions du fonds de commerce Sernam (+334) et de MF Cargo (+94), prise de contrôle d'Avirail (+262), cession de Novatrans (-254).

A noter le transfert des Agences Bâtiment Energie de la branche SNCF Infra à la branche Gares & Connexions (environ 1 500 personnes).

Commentaire sur les principales variations à périmètre constant et hors transferts internes :

- La branche SNCF Infra voit ses effectifs croître du fait des travaux de modernisation et de développement du réseau.
- La hausse des effectifs observée sur la branche SNCF Proximités s'explique principalement par la croissance de Keolis, notamment aux Etats-Unis et en France.
- La diminution des effectifs SNCF Geodis est une conséquence de la baisse d'activité observée au premier semestre 2013 sur cette branche.

L'évolution des effectifs des filiales sur les derniers exercices traduit essentiellement les modifications de périmètre :

	2013	2012 (1)	2011	2010	2009	2008
Société-mère (2)	154 921	156 110	156 047	157 894	161 771	163 485
Filiales	88 659	87 844	89 043	83 084	38 326	37 854
TOTAL	243 580	243 954	245 090	240 978	200 097	201 339

(1) retraité des modifications détaillées dans la note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés.

(2) y compris effectif détaché.

6.2. PRINCIPAUX ACCORDS SIGNÉS EN 2013

Aucun accord collectif n'a été signé au cours du premier semestre 2013.

7. ENJEUX ET PERSPECTIVES

Les prévisions sur la seconde partie de l'année 2013 s'inscrivent dans un environnement économique toujours incertain et morose en Europe. Le PIB en France et les prévisions de consommation des ménages sont quasi stables, et la récession du transport de marchandises s'accroît.

Dans ce contexte, le Groupe doit également faire face à de fortes contraintes sur les finances publiques.

Cependant, le Groupe poursuit sa politique d'investissements lourds indispensables pour assurer la sécurité et la qualité de service, notamment dans l'acquisition et la rénovation de matériels roulants et la rénovation comme le développement des infrastructures et des gares en Ile-de-France.

Concernant la réforme du système ferroviaire, SNCF poursuit sa préparation active en pleine coopération avec RFF pour mettre en œuvre les grands axes énoncés par le ministre des transports Frédéric Cuvillier sur l'unification des métiers du gestionnaire d'infrastructure au sein d'un groupe public industriel intégré, tels qu'ils figureront dans le futur projet de loi.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Industriel et Commercial « SNCF » est composé de dix-huit membres dont :

- ↳ Sept représentants de l'Etat nommés par décret pris sur le rapport du ministre chargé des transports :
 - deux sur proposition du ministre chargé des transports ;
 - un sur proposition du ministre chargé de l'économie et des finances ;
 - un sur proposition du ministre chargé du budget ;
 - un sur proposition du ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire ;
 - un sur proposition du ministre chargé de l'industrie ;
 - le président du Conseil d'administration nommé, parmi les membres du Conseil, sur proposition de celui-ci, par décret en conseil des ministres.

- ↳ Cinq membres choisis en raison de leur compétence, et nommés par décret :
 - un représentant des voyageurs ;
 - un représentant des chargeurs ;
 - deux détenteurs d'un mandat électoral local en raison de leur connaissance des aspects régionaux, départementaux et locaux des questions ferroviaires ;
 - un membre choisi en raison de ses compétences personnelles dans le domaine des transports.

- ↳ Six membres, dont un représentant des cadres, élus par les salariés de l'Entreprise et de ses filiales ayant un effectif au moins égal à 200.

Un décret en conseil d'Etat fixe les statuts de l'établissement public et détermine les modalités de nomination ou d'élection des membres du Conseil d'administration.

La durée du mandat des membres du Conseil est de cinq ans. Aucun administrateur ne peut exercer plus de trois mandats successifs. Ce mandat est gratuit.

Le commissaire du gouvernement ou à défaut le commissaire du gouvernement adjoint siège avec voix consultative au Conseil d'administration ainsi qu'aux comités qu'il a créés.

Le chef de la mission de contrôle économique et financier des transports ou son représentant siège avec voix consultative au Conseil d'administration ainsi qu'aux comités.

Le secrétaire du Conseil d'administration et le secrétaire du comité central d'Entreprise assistent également au Conseil. Le Conseil d'administration se réunit en séance ordinaire au moins dix fois par an.

Le Conseil d'administration s'est doté de six comités :

Le comité stratégique, chargé d'examiner notamment les orientations stratégiques et financières annuelles et pluriannuelles de l'EPIC et du Groupe ainsi que les opérations sur le périmètre du Groupe ;

Le comité d'audit des comptes et des risques, chargé notamment d'examiner les comptes annuels et semestriels, la cartographie des risques, le programme annuel de travail de l'audit interne ;

Le comité des marchés, saisi pour avis des projets concernant notamment les contrats, marchés, acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles, à partir de seuils fixés par le Conseil d'administration ;

Le comité voyageurs, chargé du suivi des conventions conclues entre le groupe SNCF et les collectivités et les établissements publics et locaux et plus généralement de toutes les problématiques voyageurs.

Le comité transports et logistique, chargé d'examiner notamment l'activité et les orientations stratégiques de la branche SNCF Geodis.

Le comité de cohérence économique et sociale, chargé d'éclairer le Conseil sur les enjeux sociaux et humains des principaux projets de transformation de l'entreprise et plus globalement de sa stratégie.

2. L'ÉQUIPE DIRIGEANTE

Le Président nomme les membres du comité exécutif (COMEX) et définit leurs attributions. Dans leur domaine de compétence les membres du comité exécutif reçoivent du Président les délégations utiles pour agir et décider en son nom. Le COMEX est constitué de dix-sept membres (dont le Président).

30 JUIN 2013

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES DU GROUPE SNCF

IFRS – en millions d'euros

34, rue du Commandant René Mouchotte - 75014 Paris



SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES DU GROUPE SNCF	29
ETAT DE SITUATION FINANCIERE	31
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	33
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	34
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	35
ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	36
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES	37
1. REFERENTIEL COMPTABLE	37
2. EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE	52
3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53
4. ACTIFS FINANCIERS	54
5. PROVISIONS	55
6. PASSIFS FINANCIERS	56
7. INFORMATIONS SECTORIELLES	57
8. ACHATS ET CHARGES EXTERNES	59
9. PERTES DE VALEUR	59
10. RESULTAT DE CESSION D'ACTIFS	59
11. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	60
12. ENGAGEMENTS HORS BILAN	61
13. LITIGES	61
14. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	61
15. PERIMETRE	62

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

ACTIF CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012 (*)
Ecarts d'acquisition		1 368	1 363
Immobilisations incorporelles		1 350	1 347
Immobilisations corporelles	3	16 049	15 396
Actifs financiers non courants	4	5 419	5 243
Titres mis en équivalence		1 055	1 059
Impôts différés actifs		963	955
Actifs non courants		26 204	25 363
Stocks et en-cours		1 029	990
Créances d'exploitation		7 799	7 649
Actifs d'exploitation		8 827	8 639
Actifs financiers courants	4	3 093	3 159
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 215	5 291
Actifs courants		16 135	17 088
Actifs détenus en vue d'être cédés		1	22
Total de l'actif		42 339	42 474

(*) Retraité des modifications détaillées en note 1.3.

Les notes présentées aux pages 37 à 62 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

PASSIF CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012 (*)
Capital		4 971	4 971
Réserves consolidées		1 825	1 666
Résultat Groupe		865	376
Capitaux propres - Part du Groupe		7 661	7 012
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		111	104
Capitaux Propres totaux		7 772	7 117
Engagements envers le personnel non courants		2 041	2 047
Provisions non courantes	5	773	764
Passifs financiers non courants	6	14 588	15 107
Impôts différés passifs		208	204
Passifs non courants		17 610	18 122
Engagements envers le personnel courants		156	149
Provisions courantes		205	216
Dettes d'exploitation		11 652	11 768
Passifs d'exploitation		12 013	12 133
Passifs financiers courants	6	4 941	5 079
Passifs courants		16 954	17 212
Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés		4	24
Total du passif		42 339	42 474

(*) Retraité des modifications détaillées en note 1.3.

Les notes présentées aux pages 37 à 62 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2013	30/06/2012 (*)
Chiffre d'affaires	7	16 010	16 007
Achats et charges externes	8	-7 679	-7 751
Charges de personnel		-6 685	-6 532
Impôts et taxes		-567	-563
Autres produits et charges opérationnels		216	105
Marge opérationnelle		1 296	1 266
Dotations aux amortissements		-731	-703
Variation nette des provisions		-63	44
Résultat opérationnel courant		501	606
Résultat de cession d'actifs	10	74	21
Réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue		-1	0
Pertes de valeur	9	546	-53
Résultat opérationnel		1 121	575
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence		22	9
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence		1 143	583
Coût de l'endettement financier net et autres	11	-122	-152
Coût financier des avantages du personnel		-23	-85
Résultat financier		-144	-237
Résultat des activités ordinaires avant impôt		999	346
Impôt sur les sociétés		-123	-82
Résultat net des activités ordinaires		876	264
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		-1	0
Résultat net de l'exercice		876	263
Résultat net - Part du groupe		865	249
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		11	14

(*) Retraité des modifications détaillées en note 1.3.

Le capital de la société mère est constitué d'une dotation de l'Etat et non d'actions. Par ailleurs, le Groupe est hors champ d'application de la norme IAS 33 « Résultat par actions ». Pour ces deux raisons, aucun résultat par action n'est calculé ni présenté dans les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe.

Les notes présentées aux pages 37 à 62 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012 (*)
Résultat net de l'exercice	876	263
Autres éléments du résultat global :		
Variation des écarts de conversion	-44	30
Impôts sur variation des écarts de conversion	1	0
	-43	30
Variation de valeur des actifs disponibles à la vente	-1	7
Impôts sur variation de valeur des actifs disponibles à la vente	0	0
	0	7
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	27	-44
Impôts sur variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	-4	11
	23	-33
Total des autres éléments du résultat global recyclables	-20	4
<i>Dont Quote-part dans les autres éléments du résultat global recyclables des entreprises mises en équivalence</i>	-24	23
Ecarts actuariels sur régimes d'avantages du personnel à prestations définies	14	-100
Impôt sur écarts actuariels des régimes à prestations définies	-2	-1
	12	-101
Total des autres éléments du résultat global non recyclables	12	-101
<i>Dont Quote-part dans les autres éléments du résultat global non recyclables des entreprises mises en équivalence</i>	7	3
Résultat global total de la période	868	166
Résultat global total - Part du groupe	858	151
Résultat global total attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	10	16

(*) Retraité des modifications détaillées en note 1.3.

Les notes présentées aux pages 37 à 62 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

en millions d'euros

	Capital	Réserves non recyclables	Réserves de conversion groupe	Couverture de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Réserves des activités abandonnées	Résultats accumulés et autres	Capitaux propres - Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Capitaux Propres totaux
Capitaux propres publiés au 31/12/2011	4 971	0	78	-84	7	-13	2 027	6 988	68	7 057
Incidence des changements de méthode comptable	-	-17	-	0	0	-	-26	-40	-15	-56
Capitaux propres retraités au 01/01/2012	4 971	-17	78	-84	8	-13	2 002	6 948	54	7 003
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	253	253	15	267
Autres éléments de résultat global	0	-	30	-32	7	-	-1	4	1	6
Résultat global total	0	-	30	-32	7	-	252	257	16	272
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-199	-199	-	-199
Dividendes des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-3	-3
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-	-	0	0	2	1
Variations des détentions dans les filiales sans perte de contrôle	-	-	-1	-	-	-	-2	-4	-12	-15
Autres variations	0	-	-	0	0	-	0	0	0	0
Capitaux propres publiés au 30/06/2012	4 971	0	107	-117	13	-13	2 081	7 044	72	7 116
Incidence des changements de méthode comptable	-	-119	-	0	-	-	-26	-148	-14	-163
Capitaux propres retraités au 30/06/2012	4 971	-119	107	-117	13	-13	2 055	6 896	58	6 953
Capitaux propres publiés au 31/12/2012	4 971	0	83	-143	4	-13	2 407	7 310	124	7 434
Incidence des changements de méthode comptable	-	-270	-	-	-	-	-24	-297	-19	-318
Capitaux propres retraités au 01/01/2013	4 971	-270	83	-144	4	-13	2 382	7 012	104	7 116
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	0	865	865	11	875
Autres éléments de résultat global	0	11	-41	23	0	-	0	-6	-1	-7
Résultat global total	0	11	-41	23	0	0	865	859	10	868
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-209	-209	-	-209
Dividendes des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-4	-4
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-	-	0	0	1	1
Variations des détentions dans les filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	0	0	0	-1
Autres variations	0	0	0	0	0	-	-1	-1	0	-1
Capitaux propres publiés au 30/06/2013	4 971	-259	43	-120	3	-13	3 038	7 661	111	7 772

Un dividende au titre de l'exercice 2011 a été arrêté et versé à l'Etat en avril 2012 pour 199 M€. Un dividende au titre de l'exercice 2012 a été arrêté et versé à l'Etat en mai 2013 pour 209 M€.

Les notes présentées aux pages 37 à 62 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

en millions d'euros	Notes	30/06/2013	30/06/2012 (*)
Résultat net de l'exercice		876	263
Eliminations :			
de la quote-part de résultat dans les entreprises associées	CR	-22	-9
de la charge (produit) d'impôt différé	CR	0	-6
des amortissements et provisions		201	732
des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)		-32	6
des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	CR	-83	-29
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0	0
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt		941	958
Eliminations :			
de la charge (produit) d'IS		123	89
du coût de l'endettement financier net		158	136
des produits de dividendes		-6	-5
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt		1 216	1 178
Incidence de la variation du BFR		-481	-680
Impôts payés		-62	-176
Dividendes reçus		32	22
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		705	343
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise		-16	-3
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée		0	20
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	-960	-909
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		154	137
Nouveaux actifs financiers de concession		-381	-236
Encaissement sur actifs financiers de concession		248	212
Acquisition d'actifs financiers		-6	-12
Cession d'actifs financiers		2	2
Variation des prêts et avances consentis		126	-105
Variation des actifs de trésorerie		-264	-1 039
Subventions d'investissement reçues		92	73
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		-1 005	-1 861
Flux de trésorerie issus des opérations sur capitaux propres	Varcap	3	-247
Emission d'emprunts		76	1 015
Remboursements d'emprunts et de la créance RFF	(1)	-170	-578
Intérêts financiers nets versés		-270	-214
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	Varcap	-209	-199
Dividendes payés aux minoritaires	Varcap	-4	-2
Variation des dettes de trésorerie		-327	910
Variation des dérivés		0	3
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		-901	688
Incidence de la variation des taux de change		-5	3
Incidence des changements de principes comptables		2	0
Incidence des variations de juste valeur		0	-1
Variation de trésorerie		-1 204	-826
Trésorerie d'ouverture		5 131	3 454
Trésorerie de clôture		3 927	2 629

(1) Aucun encaissement sur la créance RFF (173 M€ au 30 Juin 2012) et 22 M€ sur la créance CDP (472 M€ au 30 Juin 2012)

(*) Retraité des modifications détaillées en note 1.3.

Les notes présentées aux pages 37 à 62 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Les notes présentées aux pages 37 à 62 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en millions d'euros.

1. REFERENTIEL COMPTABLE

En application de l'article L2141-10 du Code des transports du 28 octobre 2010 (qui remplace l'article 25 de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982), la Société Nationale des Chemins de fer Français – établissement public à caractère industriel et commercial – « est soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises industrielles et commerciales ». Elle tient sa comptabilité conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les comptes consolidés semestriels résumés de la période allant du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2013.

Les termes « le groupe SNCF », le « Groupe » et « SNCF » désignent la société mère SNCF EPIC et ses filiales consolidées. L'établissement public (EPIC) SNCF, « SNCF EPIC » et « la SNCF » désignent la société mère uniquement.

1.1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 du Groupe SNCF sont ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 adaptés des nouvelles normes et interprétations approuvées par la Commission européenne et applicables ou appliquées par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

Les comptes consolidés annuels 2012 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». En conséquence, ils ne comportent pas toute l'information et les notes annexes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels mais seulement les événements significatifs de la période. Ces comptes consolidés semestriels résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2012.

1.1.1. Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés du premier semestre 2013

La base de préparation des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 décrite dans les notes ci-après résulte en conséquence :

- des normes et interprétations applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts avant le ou à compter du 1er janvier 2013 ;
- des normes applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2013 et appliquées par anticipation par le Groupe SNCF ; ces normes sont décrites en note 1.1.1.2 ;
- des options et positions comptables retenues ainsi que des exemptions utilisées pour l'établissement des comptes de l'exercice 2013 en plus de celles déjà décrites dans les comptes consolidés annuels 2012. Les options et exemptions sont décrites en note 1.2 et les positions comptables en note 1.1.2.

1.1.1.1. Normes et interprétations publiées par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013

Les amendements aux normes et interprétations ainsi que les nouvelles normes publiés et applicables à compter du 1er janvier 2013 qui concernent plus particulièrement les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe sont les suivants :

- IAS 1 « Présentation des états financiers » amendée pour la partie relative à la présentation des autres éléments de résultat global. Les amendements publiés le 16 juin 2011 ont été adoptés par la Commission Européenne le 6 juin 2012 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012, soit l'exercice 2013 pour le Groupe. Ils prévoient de présenter séparément les éléments

comptabilisés en réserves recyclables et ceux comptabilisés en réserves non recyclables. De même, les montants d'impôts relatifs à ces éléments doivent être présentés séparément selon qu'ils se rattachent aux réserves recyclables ou aux réserves non recyclables. L'application de ces amendements a amené le Groupe à revoir la façon de présenter les autres éléments de résultat global en faisant apparaître deux catégories de réserves selon qu'elles sont recyclables ou non et en rattachant à chaque nature d'élément comptabilisé dans ces réserves les effets d'impôt correspondants. Par ailleurs, le Groupe a rajouté une colonne pour les réserves non recyclables dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés. Hormis ces effets de présentation, IAS 1 amendée n'a pas d'impacts sur les comptes consolidés semestriels résumés.

- IAS 1 « Présentation des états financiers » amendée pour la partie relative aux informations comparatives. L'IASB a clarifié en mai 2012, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, les dispositions relatives à l'information comparative. Ces améliorations ont été adoptées par l'Union Européenne le 28 mars 2013 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, soit l'exercice 2013 pour le Groupe. La clarification consiste à mieux différencier les informations comparatives fournies volontairement de celles requises au minimum par les normes IFRS. Elle est sans impact sur les comptes consolidés semestriels résumés, le Groupe se conformant au minimum requis pour ses informations comparatives. Par ailleurs, l'amendement précise qu'il n'est pas nécessaire de décliner dans les notes annexes le troisième bilan présenté à la date d'ouverture de l'exercice comparatif présenté lorsque des changements de méthode comptable significatifs ont lieu. Comme IAS 34 ne requiert pas la présentation de ce troisième bilan, il ne figure pas dans les actuels comptes consolidés semestriels résumés.
- IAS 19 « Avantages du personnel » amendée en juin 2011 par l'IASB et adoptée par la Commission Européenne en juin 2012. Parmi les amendements apportés figurent la suppression du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels sur les régimes à prestations définies ainsi que la suppression de l'étalement des coûts des services passés. Les écarts actuariels constatés sur les régimes à prestations définies sont désormais à comptabiliser immédiatement en autres éléments du résultat global non recyclables sur la période. En cas de modification de régime, les coûts des services passés sont à comptabiliser intégralement en résultat, que les droits soient définitivement acquis ou non. La norme amendée modifie également le mode de détermination du taux de rendement attendu sur les actifs du régime et prévoit un certain nombre d'informations supplémentaires à fournir en annexe sur les régimes à prestations définies. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée par l'IASB aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Les impacts sont présentés en note 1.3.
- IAS 32 « Instruments financiers – présentation » amendée pour la partie relative à l'effet d'impôt sur les distributions aux détenteurs de capitaux propres. L'IASB a précisé en mai 2012, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles qu'il convient de se référer à IAS 12 « Impôts sur les résultats » et non à IAS 32 pour comptabiliser les effets d'impôt associés aux distributions réalisées au profit des détenteurs de capitaux propres. Comme les autres améliorations annuelles, cette précision a été adoptée par l'Union Européenne le 28 mars 2013 et est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, soit l'exercice 2013 pour le Groupe. Elle concerne plus particulièrement la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés de 3 % sur les dividendes que la SNCF doit verser à son actionnaire, l'Etat français, en application de la loi de finances rectificative pour 2012.
- IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur » publiée en mai 2011 par l'IASB et adoptée le 29 décembre 2012 par la Commission Européenne. La norme définit la notion de juste valeur, explique comment l'évaluer et prescrit des informations à fournir dans les états financiers. Sans introduire de nouvelles évaluations, elle s'applique, sauf exceptions spécifiées, aux autres normes existantes qui prévoient déjà des évaluations à la juste valeur. Elle est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, soit sur l'exercice 2013 pour le Groupe SNCF. Elle est sans impact significatif sur les comptes consolidés semestriels résumés.
- IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » amendée pour la partie relative à la compensation des actifs et passifs financiers et adoptée le 29 décembre 2012 par la Commission Européenne. L'amendement demande de présenter des informations complémentaires sur l'exposition du Groupe par contreparties sur la valorisation des dérivés et des dépôts collatéraux. Il est sans impact significatif sur les comptes consolidés semestriels résumés.

1.1.1.2. Normes et interprétations appliquées par anticipation pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés 2013

Le Groupe a décidé d'appliquer par anticipation le « paquet consolidation » composé des normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 27 et 28 révisées. Ce paquet a été publié le 12 mai 2011 par l'IASB et adopté par la Commission Européenne le 29 décembre 2012. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée par l'IASB aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette date a été repoussée au 1^{er} janvier 2014 par la Commission Européenne avec la possibilité d'une application anticipée. L'IASB a publié en juin 2012 des modalités transitoires pour la mise en œuvre de ces normes qui ont été approuvées par l'Union Européenne le 5 avril 2013. Parmi les normes présentées ci-dessous, la norme IFRS 11 est celle qui a le plus d'impact sur les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe, les entités significatives consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle devenant mises en équivalence. Les impacts sont présentés en note 1.3.

- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » remplace la norme IAS 27 pour les aspects relatifs au contrôle et aux états financiers consolidés ainsi que l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc ». Elle redéfinit la notion de contrôle sur la base de trois critères : le pouvoir, l'exposition aux rendements variables et le lien entre le pouvoir et ces rendements. C'est sur la base de cette norme qu'est désormais défini le périmètre d'entités consolidées sous intégration globale.
- La norme IFRS 11 « Partenariats » remplace la norme IAS 31 pour les aspects relatifs à la comptabilisation des entités sous contrôle conjoint. Les investissements dans des partenariats qualifiés de co-entreprises (« joint ventures ») au sens de la nouvelle norme, c'est-à-dire ceux qui donnent uniquement un droit sur l'actif net d'une entité, ne peuvent plus être comptabilisés par intégration proportionnelle et doivent être comptabilisés par mise en équivalence. Les investissements dans des partenariats qualifiés d'opérations conjointes (« joint operations »), c'est-à-dire ceux dans lesquels les partenaires ont des droits directs sur les actifs de l'entité et des obligations directes au titre des passifs de celle-ci, sont comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlés par chacun des partenaires.
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités » définit les informations à faire figurer dans les états financiers au titre des participations dans des filiales, partenariats, entités associées ou entités structurées non consolidées. Cette norme n'a pas d'impact dans le contexte d'états financiers intermédiaires établis en application de la norme IAS 34.
- La norme IAS 27 révisée ne traite plus que de la comptabilisation des participations et des informations à fournir sur ces participations dans des états financiers individuels. Elle ne s'applique pas aux comptes consolidés du groupe SNCF.
- La norme IAS 28 révisée définit la notion d'influence notable et décrit la méthode de la mise en équivalence applicable aux participations dans des entités associées et dans des co-entreprises au sens d'IFRS 11.

1.1.1.3. Normes et interprétations non appliquées par anticipation pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés 2013

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les autres normes et interprétations applicables à compter d'un exercice postérieur au 31 décembre 2013 qu'elles soient ou non adoptées par la Commission Européenne. En particulier, le Groupe n'a pas appliqué à ses comptes consolidés semestriels résumés 2013 :

- IAS 32 « Instruments financiers : Présentation » amendée pour la partie relative à la compensation des actifs et passifs financiers. Le guide d'application de cette norme a été complété sur les deux critères cumulatifs de compensation d'un actif et d'un passif financier à savoir : le droit légal de compenser et l'intention pour l'entité de régler de façon compensée cet actif et ce passif. Les amendements publiés en décembre 2011 par l'IASB ont été adoptés par la Commission Européenne le 29 décembre 2012 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, soit l'exercice 2014 pour le Groupe. Les impacts sont en cours d'analyse.
- IFRS 9 « Instruments financiers » révisée en novembre 2009 par l'IASB et dont le processus d'adoption par la Commission Européenne est actuellement suspendu. La norme révisée a pour objectif ultime de remplacer la norme IAS 39 actuelle sur les instruments financiers. Les trois thèmes concernés sont la classification et l'évaluation des instruments financiers, une méthodologie pour les pertes de valeur des actifs financiers et la comptabilité de couverture. La date d'entrée en vigueur

obligatoire est fixée par l'IASB aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015. Les impacts sont en cours d'analyse.

1.1.2 Positions comptables retenues par le Groupe pour certaines dispositions fiscales applicables en France à compter du 1^{er} janvier 2013

Un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) instauré par la loi de finances rectificative pour 2012 (n°2012-1510) du 29 décembre 2012 a été créé pour aider les entreprises à financer leur compétitivité notamment à travers des efforts d'investissements, de recherche, d'innovation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement. Il est assis sur les rémunérations n'excédant pas deux fois et demie le salaire minimum de croissance que les entreprises versent à leurs salariés au cours de l'année civile. Pour 2013, le taux du crédit d'impôt est fixé à 4% de ces rémunérations puis porté à 6% pour les années suivantes.

Le CICE est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'année au cours de laquelle les rémunérations prises en compte pour le calcul du crédit d'impôt ont été versées. La créance sur l'Etat correspondant au montant non imputé pourra ainsi être utilisée pour le paiement de l'impôt dû au titre des trois années suivant celle au titre de laquelle le crédit est constaté. A l'expiration de cette période, la fraction non imputée est remboursée à l'entreprise.

Considérant que le CICE vise à financer des dépenses en faveur de la compétitivité et que ses modalités de calcul et de paiement ne répondent pas à la définition d'un impôt sur les sociétés suivant IAS 12, il a été analysé en substance par le Groupe comme une subvention publique dans le champ d'application d'IAS 20. Dans la mesure où il est affecté par le Groupe au financement des dépenses liées au fonds de roulement, il s'agit plus précisément d'une subvention d'exploitation dont les effets comptables sont retracés sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels » du compte de résultat consolidé.

1.2. METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES AUX ARRETES INTERMEDIAIRES

1.2.1. Avantages du personnel

Les hypothèses actuarielles entrant dans le calcul des avantages du personnel n'ont pas été modifiées.

1.2.2. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur le résultat du semestre est calculée en appliquant au résultat comptable des sociétés intégrées avant impôt, la meilleure estimation connue du taux effectif d'impôt de l'exercice pour chaque entité fiscale.

1.2.3. Pertes de valeur

Le Groupe ne réalise des tests de perte de valeur lors des arrêts intermédiaires que si des indices de perte ou de reprise sont identifiés sur la période considérée. C'est notamment le cas pour l'UGT Infrastructure – Maintenance et travaux (voir note 2).

Au sein de la branche SNCF Geodis, l'activité de Fret SNCF est découpée en quatre UGT pour refléter la nouvelle organisation mise en place dans le cadre du schéma directeur rendu public en septembre 2009 et mis en œuvre au premier semestre 2010. Du fait de l'absence d'amélioration constatée sur l'UGT Fret Ferroviaire, les actifs continuent d'être dépréciés. L'entreprise a appliqué une dépréciation pour le matériel roulant suivant l'utilisation qui en est faite :

- si le matériel est sans affectation ou si l'UGT d'affectation du matériel génère des flux de trésorerie négatifs :
 - o dépréciation à 100% du matériel roulant n'ayant pas de valeur de marché ;
 - o dépréciation de la valeur nette comptable à la valeur de marché si cette dernière est inférieure.
- si l'UGT d'affectation du matériel génère des flux de trésorerie positifs, le matériel roulant n'est pas déprécié.

Au 30 juin 2013, la valeur nette comptable des moyens de production de cette UGT (ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles hors terrains et constructions) s'élève à 460 M€ (481 M€ au 31 décembre 2012), soit 1 038 M€ de moins que la valeur nette comptable qui aurait été obtenue si ce matériel n'avait jamais été déprécié (1 073 M€ au 31 décembre 2012).

1.3. MODIFICATIONS APPORTEES A L'EXERCICE ET AUX EXERCICES COMPARATIFS

Les réconciliations entre les données comparatives retraitées et les données publiées au 31 décembre 2012 pour l'état de situation financière et les engagements hors bilan d'une part, et celles publiées au 30 juin 2012 pour le compte de résultat, les autres éléments du résultat global et l'état de flux de trésorerie consolidés d'autre part, sont présentées en note 1.3.3 ci-après.

Les impacts figurant dans la colonne « Impact Paquet consolidation » proviennent essentiellement de l'application de la norme IFRS 11.

1.3.1. Application par anticipation du « paquet consolidation » composé des normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 27 et 28 révisées.

Le Groupe s'est conformé aux dispositions transitoires pour l'application par anticipation du « paquet consolidation » (voir note 1.1.1.2). Ainsi, pour ce qui concerne IFRS 10, les exercices comparatifs n'ont été retraités que lorsque la qualification du contrôle s'est trouvée modifiée au 1^{er} janvier 2013. Pour ce qui concerne IFRS 11, le passage de l'intégration proportionnelle à la mise en équivalence a été réalisé de façon rétrospective au 1^{er} janvier 2012.

L'application des nouvelles normes a les conséquences suivantes sur les comptes consolidés semestriels résumés.

1.3.1.1. Conséquences sur le périmètre

A l'exception de Geodis Overseas Tunisie et Société du Parc Lyon Diderot qui deviennent intégrées globalement, toutes les entités initialement consolidées par intégration proportionnelle dans le périmètre du Groupe deviennent désormais mises en équivalence, ces entités répondant à la définition d'une co-entreprise d'après IFRS 11. Ce changement constitue l'essentiel de l'impact lié à l'application du paquet consolidation sur les comptes consolidés semestriels résumés et présenté en note 1.3.3 ci-après.

Certaines entités passent d'une consolidation par intégration globale à une consolidation par mise en équivalence, le mode de gouvernance de ces entités ne répondant plus à la définition du contrôle telle que prévue par IFRS 10. Sur la base du périmètre publié au 31 décembre 2012, il s'agit d'entités de la branche SNCF Geodis (Transwaters, NEB, Froidcombi). L'impact est peu significatif sur les comptes consolidés semestriels résumés.

Les dispositions des nouvelles normes ne remettent pas en cause l'interprétation qui a prévalu à la non consolidation des sociétés auparavant non consolidées et qui restent exclues du périmètre.

1.3.1.2. Conséquences sur les états financiers

Les contributions des entités initialement intégrées (globalement ou proportionnellement) et désormais mises en équivalence disparaissent des différentes lignes de l'état de situation financière, du compte de résultat, de l'état de résultat global et de l'état de flux de trésorerie consolidés pour apparaître de façon agrégée sur une seule ligne libellée respectivement « Titres mis en équivalence », « Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence », « Quote-part dans les autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence » et « Dividendes reçus ».

Il en résulte que les opérations réciproques sans impact résultat réalisées avec ces entités ne sont plus éliminées dans le processus d'élaboration des comptes consolidés. Ainsi, la disparition de la contribution de ces entités aux différentes lignes des états financiers du Groupe est compensée par l'apparition sur ces mêmes lignes des montants des opérations que le Groupe réalise avec ces entités. L'effet induit sur les opérations réciproques est cependant sans conséquences sur les soldes intermédiaires du compte de résultat.

1.3.1.3. Conséquences sur la présentation des états financiers et les indicateurs sectoriels

Pour pouvoir continuer à suivre dans ses indicateurs opérationnels les résultats de ces entités qui prolongent l'activité du Groupe, les états financiers et les indicateurs sectoriels ont été adaptés de la façon suivante :

- Au compte de résultat, la ligne quote-part dans le résultat des entités associées est nouvellement libellée « quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence ». Elle inclut la quote-part de résultat dans les entités sous influence notable et en contrôle conjoint. Elle remonte en termes de

classement entre le résultat opérationnel et un nouveau sous-total dénommé « Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence ». Les produits et charges des entreprises auparavant intégrées et désormais mises en équivalence sont présentés sur cette seule ligne de façon agrégée et n'apparaissent plus ni dans la marge opérationnelle, ni dans le résultat opérationnel courant, ni dans le résultat opérationnel.

- Un nouvel indicateur libellé « Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence » est présenté dans l'analyse par branches du rapport d'activité et dans l'information sectorielle (voir note 7). Il est égal à la somme du résultat opérationnel courant et de la quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence. Le résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence est également présenté dans l'information sectorielle.
- Les dividendes reçus des entités mises en équivalence sont remontés parmi les flux liés à l'activité opérationnelle dans l'état des flux de trésorerie consolidés, la norme IAS 7 laissant le choix du classement. Cet agrégat intégrant désormais essentiellement des dividendes en provenance d'entités qui prolongent l'activité du Groupe, il a été jugé plus pertinent de le classer parmi les flux liés à l'activité opérationnelle et non plus parmi les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement.

1.3.2. Application de la norme IAS 19 révisée sur les avantages du personnel

La norme est applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires, le Groupe SNCF a appliqué la norme révisée de façon rétrospective au 1^{er} janvier 2012 selon les modalités de la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimation comptables et erreurs ». Les principaux changements de méthode ayant impacté les comptes consolidés concernent les avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies) et sont listés ci-après :

- La méthode du corridor permettant jusqu'alors une reconnaissance différée en résultat des écarts actuariels générés au titre des régimes à prestations définies est supprimée :
 - o Désormais, les écarts actuariels générés sur une période doivent être reconnus immédiatement et intégralement en contrepartie des autres éléments du résultat global.
 - o Conformément aux principes édictés par la norme IAS1, dans l'état de résultat global, ces écarts actuariels font partie des autres éléments du résultat global qui ne seront jamais recyclés en résultat sur les exercices ultérieurs.
- L'amortissement linéaire du coût des services passés au titre des droits non définitivement acquis à la date d'une modification de régime est également supprimé. Tout impact d'une modification ou réduction de régime est enregistré immédiatement et intégralement en résultat de la période.
- Le taux de rendement attendu des actifs du régime est remplacé par le taux d'actualisation de l'obligation. Le « rendement implicite des actifs du régime » se substitue à la précédente dénomination « rendement attendu des actifs du régime ».

L'application de la norme étant rétrospective, les impacts ont été déterminés dès l'ouverture de l'exercice 2012, soit au 1^{er} janvier 2012. En conséquence de la première application de la norme, l'ouverture de l'état de situation financière au 1^{er} janvier 2012 a été retraitée comme suit :

- Les stocks d'écarts actuariels et de coût des services passés non reconnus au 31 décembre 2011 ont été réintégrés au montant des engagements envers le personnel qui figurent au passif de l'état de situation financière en contrepartie d'une diminution de même montant des capitaux propres.
- Ainsi, la somme des engagements envers le personnel courants et non courants comptabilisée au 1^{er} janvier 2012 est désormais égale à la valeur actualisée de l'engagement net calculée au 31 décembre 2011 (valeur actualisée de l'obligation diminuée le cas échéant de la juste valeur des actifs du régime).

L'impact sur le retraitement du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2012 s'élève à 33 M€, conduisant à une augmentation de la provision comptabilisée au 31 décembre 2011 en contrepartie d'une diminution de même montant des capitaux propres (avant l'effet impôt différé de 11,5M€) :

- 31,7 M€ au titre des écarts actuariels non reconnus.
- 1,5 M€ au titre du stock de coût des services passés non reconnus.

Sur le montant de provision totale publié au 31 décembre 2011 de 1 831 M€, 1 336 M€ concernaient les avantages postérieurs à l'emploi. Compte tenu du montant publié de 12 M€ d'actif de retraite disponible après effet du plafonnement, le passif net comptabilisé au titre des avantages postérieurs à l'emploi s'élevait à 1 325 M€ au 31 décembre 2011. A la suite de l'application d'IAS 19 révisée ce dernier passe à 1 358 M€ dans les comptes retraités au 1^{er} janvier 2012.

Sont présentés ci-après en détail les retraitements opérés entre les comptes publiés clos au 31 décembre 2012 et les comptes retraités au 1^{er} janvier 2013. Sur le montant de provision totale publié au 31 décembre 2012 de 1 925 M€, 1 336 M€ concernaient les avantages postérieurs à l'emploi. Compte tenu du montant publié de 14 M€ d'actif de retraite disponible après effet du plafonnement, le passif net comptabilisé au titre des avantages postérieurs à l'emploi s'élevait à 1 323 M€ au 31 décembre 2012. A la suite de l'application d'IAS 19 révisée ce dernier passe à 1 630 M€ dans les comptes retraités au 1^{er} janvier 2013 :

<i>en millions d'euros</i>	Comptes publiés	Retraitements du bilan d'ouverture	Comptes retraités
	31/12/2012	01/01/2013	01/01/2013
Valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	1 784	0	1 784
Juste valeur des actifs du régime	-154	0	-154
Situation nette des régimes	1 630	0	1 630
Ecarts actuariels non reconnus à la date de clôture	-306	306	0
Coûts des services passés non reconnus à la date de clôture	-1	1	0
Passif (actif) net à la date de clôture	1 323	307	1 630
Actif disponible après effet du plafonnement de l'actif	13	-13	
Provision sur les avantages postérieures à l'emploi	1 336	294	1 630
Résultat net (avant effet impôt)	-105	-10	-114
<i>Dont part du Groupe</i>		-8	
<i>Dont part des participations ne donnant pas le contrôle</i>		-2	
Résultat opérationnel	-64	0	-64
<i>dont coût des services passés amortis sur la période</i>	0	0	0
Résultat financier	-40	-10	-50
<i>dont coût financier</i>	-71		-71
<i>dont écarts actuariels amortis sur la période</i>	1	-1	0
<i>dont produit de rendement attendu des actifs du régime</i>	29	-9	21
Autres éléments du résultat global non recyclables	0	-296	-296
<i>Dont part du Groupe</i>		-287	-287
<i>Dont part des participations ne donnant pas le contrôle</i>		-9	-9
<i>Réintégration du stock d'écarts actuariels non reconnus au 31/12/2011</i>		-32	-32
<i>Ecarts actuariels générés sur l'exercice 2012</i>		-273	-273
<i>Ajustement du rendement des actifs du régime</i>		9	9
Autres réserves consolidées	0	-1	-1
<i>Réintégration du stock de coûts des services passés non reconnus au 31/12/2011</i>		-1	-1
Impacts sur les capitaux propres (avant effet impôt)	-105	-307	-411
<i>Dont part du Groupe</i>		-296	
<i>Dont part des participations ne donnant pas le contrôle</i>		-11	
Effet Impôt sur les capitaux propres		25	25
<i>Dont part du Groupe</i>		22	22
<i>Dont part des participations ne donnant pas le contrôle</i>		3	3

1.3.3 Réconciliation entre les données publiées au 31 décembre 2012 et les données comparatives retraitées

1.3.3.1 Etat de situation financière

<i>en millions d'euros</i>	Comptes publiés 31/12/2012	Impact IAS19 Révisée	Impact Paquet consolidation	Comptes retraités 31/12/2012
Ecarts d'acquisition	1 369	0	-6	1 363
Immobilisations incorporelles	1 415	0	-68	1 347
Immobilisations corporelles	15 896	0	-500	15 396
Actifs financiers non courants	5 268	-13	-11	5 243
Titres mis en équivalence	489	0	570	1 059
Impôts différés actifs	1 009	9	-63	955
Actifs non courants	25 445	-4	-78	25 363
Stocks et en-cours	1 000	0	-10	990
Créances d'exploitation	7 820	0	-171	7 649
Actifs d'exploitation	8 820	0	-181	8 639
Actifs financiers courants	3 182	0	-23	3 159
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 627	0	-337	5 291
Actifs courants	17 629	0	-541	17 088
Actifs détenus en vue d'être cédés	22	0	0	22
Total de l'actif	43 097	-4	-618	42 474

<i>en millions d'euros</i>	Comptes publiés 31/12/2012	Impact IAS19 Révisée	Impact Paquet consolidation	Comptes retraités 31/12/2012
Capital	4 971	0	0	4 971
Réserves consolidées	1 956	-268	-23	1 666
Résultat Groupe	383	-7	0	376
Capitaux propres - Part du Groupe	7 310	-274	-23	7 012
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	124	-8	-11	104
Capitaux Propres totaux	7 433	-282	-34	7 117
Engagements envers le personnel non courants	1 777	290	-20	2 047
Provisions non courantes	763	0	0	764
Passifs financiers non courants	15 269	0	-161	15 107
Impôts différés passifs	227	-16	-7	204
Passifs non courants	18 036	274	-188	18 122
Engagements envers le personnel courants	149	4	-4	149
Provisions courantes	217	0	-1	216
Dettes d'exploitation	12 128	0	-360	11 768
Passifs d'exploitation	12 494	4	-365	12 133
Passifs financiers courants	5 110	0	-31	5 079
Passifs courants	17 604	4	-396	17 212
Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés	24	0	0	24
Total du passif	43 097	-4	-618	42 474

L'impact sur les capitaux propres figurant dans la colonne « Impact Paquet consolidation » provient de l'application au 1^{er} janvier 2012 de la norme IAS 28 révisée et correspond à l'annulation des réévaluations des intérêts conservés qui avaient été constatées lorsque des co-entreprises étaient devenues des entreprises associées.

1.3.3.2 Compte de résultat consolidé et état de résultat global

<i>en millions d'euros</i>	Comptes publiés 30/06/2012	Impact IAS19 Révisée	Impact Paquet consolidation	Comptes retraités 30/06/2012
Chiffre d'affaires	16 773	0	-766	16 007
Achats et charges externes	-8 281	0	531	-7 751
Charges de personnel	-6 700	0	168	-6 532
Impôts et taxes	-565	0	1	-563
Autres produits et charges opérationnels	105	0	0	105
Marge opérationnelle	1 332	0	-66	1 266
Dotations aux amortissements	-731	0	27	-703
Variation nette des provisions	44	0	0	44
Résultat opérationnel courant	645	0	-39	606
Résultat de cession d'actifs	21	0	0	21
Réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue	0	0	0	0
Pertes de valeur	-72	0	19	-53
Résultat opérationnel	594	0	-19	575
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence		0	9	9
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence		0	583	583
Coût de l'endettement financier net et autres	-152	0	-1	-152
Coût financier des avantages du personnel	-81	-5	1	-85
Résultat financier	-233	-5	0	-237
Résultat des activités ordinaires avant impôt	361	-5	-10	346
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-1	0	1	
Impôt sur les sociétés	-93	1	9	-82
Résultat net des activités ordinaires	268	-4	0	264
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	268	-4	0	263
Résultat net - Part du groupe	253	-4	0	249
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	15	0	0	14

<i>en millions d'euros</i>	Comptes publiés 30/06/2012	Impact IAS 1 Amendée	Impact IAS 19 Révisée	Impact Paquet consolidation	Comptes retraités 30/06/2012
Résultat net de l'exercice	268		-4	0	263
Autres éléments du résultat global :					
Variation des écarts de conversion	30			0	30
Impôts sur variation des écarts de conversion	0			0	0
	30	-	-	0	30
Variation de valeur des actifs disponibles à la vente	7			-	7
Impôts sur variation de valeur des actifs disponibles à la vente	-	-		-	-
	7	-	-	-	7
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	-44			-	-44
Impôts sur variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		11			11
	-44	11	-	-	-33
Total des autres éléments du résultat global recyclables	-7	11	-	0	4
<i>Dont quote-part dans les autres éléments du résultat global recyclables des entreprises mises en équivalence</i>	3			21	23
Ecarts actuariels sur régimes d'avantages du personnel à prestations définies			-100		-100
Impôt sur écarts actuariels des régimes à prestations définies			-1		-1
	-	-	-101	-	-101
Total des autres éléments du résultat global non recyclables	-	-	-101	-	-101
<i>Dont quote-part dans les autres éléments du résultat global non recyclables des entreprises mises en équivalence</i>			-	3	3
Impôt	11	-11			0
Résultat global total de la période	272	0	-105	0	166
Résultat global total - Part du groupe	256		-106		150
Résultat global total attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	15		1	0	16

1.3.3.3 Etat des flux de trésorerie consolidés

en millions d'euros	Comptes publiés 30/06/2012	Impact IAS19 Révisée	Impact Paquet Consolidation	Comptes retraités 30/06/2012
Résultat net de l'exercice	268	4	-8	263
Eliminations :				
de la quote-part de résultat dans les entreprises associées	1	0	-10	-9
de la charge (produit) d'impôt différé	-3	1	-4	-6
des amortissements et provisions	777	-5	-39	732
des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	6	0	0	6
des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-29	0	0	-29
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	0	0	0	0
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	1 020	0	-62	958
Eliminations :				
de la charge (produit) d'IS	95	0	-7	89
du coût de l'endettement financier net	135	0	1	136
des produits de dividendes	-6	0	0	-5
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 245	0	-67	1 178
Incidence de la variation du BFR	-673	0	-7	-680
Impôts payés	-185	0	10	-176
Dividendes reçus	0		22	22
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	386	0	-43	343
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	-3		0	-3
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	20		0	20
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-919	0	10	-909
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	137	0	0	137
Nouveaux actifs financiers de concession	-236	0	0	-236
Encaissement sur actifs financiers de concession	212	0	0	212
Acquisition d'actifs financiers	-12	0	0	-12
Cession d'actifs financiers	2	0	0	2
Variation des prêts et avances consentis	-68	0	-37	-105
Variation des actifs de trésorerie	-1 038	0	0	-1 039
Subventions d'investissement reçues	73	0	0	73
Dividendes reçus	6	0	-6	0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 827	0	-33	-1 861
Flux de trésorerie issus des opérations sur capitaux propres	-247	0	0	-247
Emission d'emprunts	1 019	0	-4	1 015
Remboursements d'emprunts et de la créance RFF	-587	0	8	-578
Intérêts financiers nets versés	-213	0	-1	-214
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-199	0	0	-199
Dividendes payés aux minoritaires	-2	0	0	-2
Variation des dettes de trésorerie	910	0	0	910
Variation des dérivés	3	0	0	3
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	684	0	3	688
Incidence de la variation des taux de change	10	0	-7	3
Incidence des changements de principes comptables	3	0	-3	0
Incidence des variations de juste valeur	-1	0	0	-1
Variation de trésorerie	-744	0	-82	-826
Trésorerie d'ouverture	3 660	0	-206	3 454
Trésorerie de clôture	2 917	0	-288	2 629

1.3.3.4 Engagements hors bilan

Du fait du passage à la méthode de la mise en équivalence, les contributions des entités initialement intégrées (globalement ou proportionnellement) disparaissent des différents engagements hors bilan donnés et reçus. En revanche, apparaissent parmi ces engagements ceux du Groupe envers ces entités. Les impacts cumulés sont les suivants par nature d'engagement.

Engagements reçus	Comptes publiés 31/12/2012	Impact Paquet Consolidation	Comptes retraités 31/12/2012
	Engagement total		Engagement total
Engagements liés au financement	1 058	-2	1 056
Sûretés personnelles	87	-2	85
Lignes de crédit confirmées non utilisées	971	0	971
Engagements liés aux activités opérationnelles	5 450	79	5 529
Engagements de financement d'investissements pour l'exploitation de matériel ferroviaire	2 694	48	2 742
Engagements de financement d'achat d'immobilisations autres que matériel ferroviaire	446	0	446
Promesses de vente immobilière	95	0	95
Garanties opérationnelles	1 025	0	1 025
Contrats de location simple : mobilier	426	19	445
Contrats de location simple : immobilier	760	12	772
Engagements liés aux contrats d'achats d'exploitation et d'immobilisations	4	0	4
Engagements liés au périmètre consolidé	94	0	94
Garanties de passif	94	0	94
Clause de retour à meilleure fortune sur abandon de créances financières	1	0	1
Autres engagements reçus	13	-5	8
Total engagements reçus	6 616	72	6 688

Engagements donnés	Comptes publiés 31/12/2012	Impact Paquet Consolidation	Comptes retraités 31/12/2012
	Engagement total		Engagement total
Engagements liés au financement	1 901	-252	1 648
Sûretés personnelles	329	-3	326
Sûretés personnelles : Cautions données au titre des prêts souscrits par le personnel	1 073	0	1 073
Sûretés réelles	483	-268	215
Lignes de crédit confirmées non utilisées	15	19	34
Engagements liés aux activités opérationnelles	12 602	-922	11 679
Engagements d'investissement pour l'exploitation de matériel ferroviaire	6 432	-256	6 175
Engagements d'achat d'immobilisations autres que matériel ferroviaire	1 242	-4	1 238
Promesses de vente immobilière	140	0	140
Garanties opérationnelles	538	0	538
Cautions douanes (activité Geodis)	160	-2	158
Contrats de location simple : mobilier	1 486	-280	1 205
Contrats de location simple : immobilier	1 549	-62	1 487
Engagements liés aux contrats d'achats d'exploitation et d'immobilisations	613	-317	296
Engagements fermes d'achats de matières premières (électricité, gazole)	442	0	442
Engagements liés au périmètre consolidé	847	0	847
Engagements portant sur les titres (contrats d'options)	797	0	797
Autres engagements liés au périmètre consolidé	51	0	51
Autres engagements donnés	52	0	52
Total engagements donnés	15 402	-1 175	14 227

2. EVENEMENTS MARQUANTS

2.1 NOUVELLES NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Le Groupe SNCF a adopté de nouvelles normes IFRS à la date d'ouverture de ses comptes consolidés semestriels résumés 2013, notamment IAS 19 révisée et le paquet consolidation composé des normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 27 et 28 révisées avec des conséquences importantes sur les états financiers dans leur ensemble. La nature des changements et leurs impacts sont présentés en note 1 des comptes consolidés semestriels résumés.

2.2 REPRISE DE PERTE DE VALEUR SUR SNCF INFRASTRUCTURE – MAINTENANCE ET TRAVAUX

Depuis l'exercice 2009, du fait de l'absence de visibilité à long terme et de résultats défavorables, les actifs de cette UGT sont dépréciés à 100%. Dans le cadre de l'application de la norme IAS 36 sur les dépréciations d'actifs, des indices favorables de reprise conjugués ont été constatés sur le premier semestre 2013 :

- la confirmation d'une tendance à l'amélioration du chiffre d'affaires de l'UGT à un niveau lui permettant de couvrir ses charges pour le volume de production demandé par RFF ; et
- la présentation en Conseil des ministres le 29 mai 2013 des grands axes de la réforme du système ferroviaire tels qu'ils figureront dans le futur projet de loi et qui conforte l'amélioration des perspectives attendue sur cette UGT.

En conséquence, les pertes de valeur constatées par le passé ont été reprises pour ramener les valeurs nettes comptables des actifs au même montant que celui qui aurait été obtenu si les actifs n'avaient pas été dépréciés. Un produit net de 546 M€ est constaté sur la ligne « Pertes de valeur » du compte de résultat de la branche SNCF Infra. Les actifs ayant retrouvé une base amortissable non nulle, des charges d'amortissement sont de nouveau constatées au compte de résultat sur cette UGT.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution du poste au cours de la période s'explique de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	01/01/2013	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Variations de périmètre	Autres variations	30/06/2013
Valeur brute						
Terrains	2 148	0	-24	0	34	2 158
Constructions	9 086	4	-36	0	88	9 142
Installations techniques, Matériel et Outillage	2 979	12	-38	-2	88	3 039
Matériel de transport	30 481	575	-149	10	6	30 923
<i>Matériel de transport ferroviaire</i>	29 201	527	-88	0	3	29 643
<i>Matériel de transport routier</i>	1 280	48	-61	10	1	1 278
<i>Matériel de transport maritime</i>	0	0	0	0	2	2
Autres immobilisations corporelles	1 456	21	-22	0	30	1 485
Immobilisations corporelles en cours	829	307	0	0	-258	877
Total valeur brute	46 979	919	-269	9	-13	47 625
Amortissements / dépréciations						
Terrains	-262	-20	20	0	0	-262
Constructions	-4 834	-169	68	0	4	-4 931
Installations techniques, Matériel et Outillage	-1 864	-86	200	0	-11	-1 761
Matériel de transport	-18 880	-546	341	-8	11	-19 081
<i>Matériel de transport ferroviaire</i>	-18 058	-491	291	0	0	-18 258
<i>Matériel de transport routier</i>	-821	-55	50	-8	11	-823
<i>Matériel de transport maritime</i>	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	-1 010	-63	77	0	1	-995
Immobilisations corporelles en cours	-74	-2	61	0	9	-6
Total amortissements / dépréciations	-26 923	-885	767	-8	13	-27 035
Total valeur nette comptable	20 056	35	498	1	0	20 589
Subventions d'investissement	4 660	53	-174	0	0	4 540
Total valeur nette comptable nette des subventions	15 396	-19	672	1	0	16 049

Les flux d'investissement se décomposent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
Immobilisations incorporelles	-72	-79
Immobilisations corporelles	-919	-807
Total acquisitions	-991	-886
<i>dont immobilisations en crédit-bail</i>	-3	-4
Acquisitions hors crédit-bail	-988	-882
BFR d'investissement	28	-27
Flux d'investissement corporels et incorporels	-960	-909

Les investissements de la période sont essentiellement constitués par :

- l'acquisition et les aménagements et agencements effectués dans les gares et les bâtiments pour un total de 258 M€ (dont aménagements du nouveau siège SNCF à Saint-Denis, aménagements des pôles d'échanges multimodaux de Montpellier Saint-Roch, Besançon Viotte, Cannes, Toulon et Rennes, extension du centre de maintenance TGV de Nice Saint-Roch, aménagements du pôle intermodal de Pompadour, mise en conformité d'un tunnel RER C, rénovation des gares de Paris-Lyon et de Nantes-Châteaubriant, remplacement des équipements de radio sol train par la technologie GSMR),
- l'acquisition et la rénovation de matériel ferroviaire pour un total de 499 M€ (dont acquisition de TGV Duplex, locomotives diesel de fret ferroviaire, wagons, transconteneurs et petits conteneurs, rénovation de TGV, voitures voyageurs, automotrices électriques et thermiques, locomotives électriques).

Le montant des subventions ayant financé l'acquisition des immobilisations s'élève à 53 M€ dont 10 M€ pour le matériel ferroviaire et 43 M€ pour les installations fixes.

4. ACTIFS FINANCIERS

Sont classés en actifs financiers courants les actifs financiers dont l'échéance est inférieure à 12 mois à la date de clôture.

La juste valeur des instruments dérivés actifs est classée en courant ou non courant selon l'échéance finale du produit dérivé.

Les montants de juste valeur sur les instruments dérivés comprennent les intérêts courus non échus.

Les actifs financiers, courants et non courants se répartissent comme suit :

en millions d'euros	30/06/2013			31/12/2012		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Prêts et créances	4 114	2 509	6 623	3 729	2 803	6 532
<i>Créance sur RFF</i>	1 192	494	1 685	1 203	451	1 654
<i>Créance sur la Caisse de la dette publique</i>	1 516	1 378	2 894	1 521	1 340	2 861
<i>Autres prêts et créances</i>	546	527	1 074	295	933	1 227
<i>Actifs financiers de concession</i>	860	110	970	710	79	789
Actifs disponibles à la vente	231	0	231	236	120	356
Actifs à la juste valeur par résultat	0	541	541	0	126	126
Juste valeur positive des dérivés de couverture	554	3	557	614	25	639
Juste valeur positive des dérivés de transaction	521	39	559	665	85	750
Total	5 419	3 093	8 512	5 243	3 159	8 402

5. PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

<i>en millions d'euros</i>	01/01/2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (utilisée)	Reprises de l'exercice (non utilisée)	Autres variations	30/06/2013	dont courant	dont non courant
Risques fiscaux, sociaux et douaniers	106	8	0	0	0	114	18	96
Risques environnementaux	360	5	-3	-3	0	360	45	315
Litiges et risques contractuels	266	54	-23	-28	-1	268	58	210
Coûts de restructuration	29	6	-12	-1	-1	21	20	1
Autres	220	18	-15	-7	0	215	64	151
Total provisions	980	92	-53	-39	-1	978	205	773

A la clôture de l'exercice, les risques environnementaux provisionnés concernent principalement les éléments suivants :

- dépollution des sites : 77 M€ (79 M€ en 2012),
- coûts liés à l'amiante : 272 M€ (272 M€ en 2012).

6. PASSIFS FINANCIERS

6.1. REPARTITION COURANT/NON COURANT DES PASSIFS FINANCIERS

Sont classés en passifs courants les passifs dont l'échéance est inférieure à 12 mois à la date de clôture.

La juste valeur des instruments dérivés passifs est classée en courant ou non courant selon l'échéance finale du produit dérivé.

Les lignes d'emprunts et de juste valeur des instruments dérivés incluent les intérêts courus non échus.

Les passifs financiers se répartissent de la manière suivante :

	Note	30/06/2013			31/12/2012		
		Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
<i>en millions d'euros</i>							
Emprunts obligataires		10 301	2 027	12 329	10 549	2 116	12 665
Emprunts auprès des établissements de crédit		2 079	100	2 179	2 104	143	2 246
Dettes de location financement		1 310	277	1 587	1 546	60	1 605
Sous-total emprunts		13 690	2 404	16 094	14 198	2 318	16 516
<i>dont</i>							
- évalués au coût amorti		11 294	2 382	13 676	11 618	2 262	13 880
- faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur		1 960	14	1 975	2 091	53	2 143
- évalués selon l'option "juste valeur"		435	8	443	490	3	493
Dettes sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle		10	-	10	10	-	10
Juste valeur négative des dérivés de couverture		400	8	408	301	- 0	301
Juste valeur négative des dérivés de transaction		486	46	532	596	100	695
Emprunts et dettes financières		14 586	2 459	17 045	15 105	2 418	17 523
Dettes de trésorerie et trésorerie passive		2	2 482	2 484	2	2 661	2 663
PASSIFS FINANCIERS PRESENTES AU BILAN		14 588	4 941	19 529	15 107	5 079	20 186
Créance sur Réseau Ferré de France	4	1 192	494	1 685	1 203	451	1 654
Créance sur la CDP	4	1 516	1 378	2 894	1 521	1 340	2 861
Actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾		-	0	0	-	120	120
Actifs à la juste valeur par résultat		-	541	541	-	126	126
Juste valeur positive des dérivés de couverture		554	3	557	614	25	639
Juste valeur positive des dérivés de transaction		521	39	559	665	85	750
Autres prêts, créances et placements ⁽²⁾	4	539	527	1 066	291	933	1 224
Trésorerie et équivalents de trésorerie			4 215	4 215		5 291	5 291
ENDETTEMENT FINANCIER NET DU GROUPE		10 267	- 2 257	8 010	10 813	- 3 292	7 521

(1) Les actifs disponibles à la vente ne prennent pas en compte les titres de participation pour 231 M€ (236 M€ en 2012).

(2) Les autres prêts, créances et placements ne prennent pas en compte les actifs de retraite pour 8 M€ (3 M€ en 2012).

7. INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information sectorielle sur le résultat est la suivante :

30/06/2013

<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Chiffre d'affaires externe	2 509	5 799	2 946	4 440	126	189		16 010
Chiffre d'affaires interne	149	182	453	126	440	2 570	-3 919	
Chiffre d'affaires	2 657	5 981	3 399	4 566	566	2 759	-3 919	16 010
Marge opérationnelle	68	313	389	147	107	272		1 296
Résultat opérationnel courant	48	130	205	-38	45	112		501
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	47	135	216	-36	45	117		523
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	594	134	214	-28	44	186		1 143
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	-1	5	11	2	0	5		22
Dotations aux amortissements	-15	-168	-174	-169	-61	-144		-731
Variation nette des provisions	-4	-15	-10	-17	-1	-16		-63
Pertes de valeur	546	0	0	2	-1	-1		546

30/06/2012

<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Chiffre d'affaires externe	2 430	5 763	2 952	4 581	118	162		16 007
Chiffre d'affaires interne	227	178	487	112	357	2 612	-3 972	
Chiffre d'affaires	2 657	5 941	3 439	4 694	475	2 774	-3 972	16 007
Marge opérationnelle	58	323	434	90	92	269		1 266
Résultat opérationnel courant	46	165	266	-82	35	176		606
Résultat opérationnel courant après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	45	182	253	-81	35	180		615
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	-8	181	251	-68	30	197		583
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	0	17	-13	1	0	4		9
Dotations aux amortissements	0	-151	-169	-180	-57	-147		-703
Variation nette des provisions	-12	-7	1	8	0	54		44
Pertes de valeur	-55	-2	-1	11	-8	1		-53

Le total des actifs sectoriels se ventile de la façon suivante par branche :

30/06/2013

<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Total des actifs sectoriels	2 955	9 253	6 387	6 132	2 859	5 969	-457	33 097
Subventions d'investissement	-12	-3 061	-93	-44	-1 027	-303		-4 540
Total des actifs sectoriels nets de subventions	2 943	6 191	6 294	6 088	1 832	5 666	-457	28 557
<i>dont :</i>								
Immobilisations (*)	576	4 159	5 422	3 748	1 688	4 032		19 627

31/12/2012

<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Total des actifs sectoriels	2 423	8 751	6 238	6 151	2 865	5 853	-182	32 099
Subventions d'investissement	-14	-3 166	-96	-46	-1 023	-316		-4 660
Total des actifs sectoriels nets de subventions	2 409	5 585	6 142	6 106	1 842	5 537	-182	27 439
<i>dont :</i>								
Immobilisations (*)	4	3 928	5 317	3 816	1 691	4 060		18 816

(*) Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers de concessions nets de subventions

Conformément à la norme IFRS 8 (§33), les informations relatives aux zones géographiques ne sont pas fournies en raison de leur indisponibilité et du coût excessif de leur élaboration.

Les passifs, charge d'impôts et produits et charges d'intérêts ne sont pas suivis par branche par le principal décideur opérationnel.

8. ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les achats, sous-traitance et autres charges externes se décomposent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012	Variation
Sous-traitance	-2 632	-2 687	55
Péages (1)	-1 792	-1 749	-43
Autres achats et charges externes	-3 255	-3 315	60
Achats et charges externes	-7 679	-7 751	72

(1) Péages facturés principalement par RFF et Eurotunnel

9. PERTES DE VALEUR

Les impacts au compte de résultat sont les suivants :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012	Variation
Immobilisations corporelles et incorporelles	545	-73	618
Ecarts d'acquisition	0	0	0
Provision pour risques et charges	2	20	-18
Pertes de valeur	546	-53	599

Depuis l'exercice 2009, du fait de résultats défavorables et de l'absence de visibilité à long terme constatée sur l'UGT Infrastructure – Maintenance et travaux, les actifs de cette UGT sont dépréciés à 100%. La perte de valeur constatée sur l'infrastructure SNCF au 30 juin 2012 se monte à 55 M€. A la suite d'indices favorables survenus sur le premier semestre 2013, un produit net de 546 M€ a été constaté sur la période (voir note 2).

10. RESULTAT DE CESSION D'ACTIFS

Les cessions d'actifs ont eu les impacts suivants en résultat :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012	Variation
Cession d'actifs incorporels	-4	0	-4
Cession d'actifs corporels	77	19	58
Cession d'actifs financiers	0	2	-1
Résultat de cession d'actifs	74	21	53

Au 30 juin 2013, les résultats de cession d'actifs corporels sont principalement réalisés par l'EPIC SNCF et ses filiales immobilières pour 69 M€. Elles concernent essentiellement des cessions de terrains et de biens immobiliers.

Au 30 juin 2012, les résultats de cession d'actifs corporels sont essentiellement réalisés par l'Epic, dont 8 M€ de cession de baux à constructions.

11. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net est constitué de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012	Variation
Résultat de juste valeur et couverture	19	-6	25
Charges d'intérêts	-140	-141	1
Autres charges et produits financiers	-1	-5	4
Coût de l'endettement financier net et autres	-122	-152	31

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012	Variation
Charges financières	-365	-791	426
Produits financiers	243	639	-396
Coût de l'endettement financier net et autres	-122	-152	31

Le résultat de juste valeur et couverture enregistre les résultats sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat, la part inefficace des couvertures et la variation de juste valeur des dettes en option juste valeur.

12. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les impacts de l'application du paquet consolidation sur les engagements hors bilan sont détaillés en note 1.3.3.4. Les variations décrites ci-dessous sont basées sur des données d'ouverture retraitées.

Les principales variations des engagements donnés sont les suivantes sur la période :

- Les engagements d'achat auprès de fournisseurs de matériels ferroviaires ont diminué de 760 M€ principalement du fait des investissements réalisés sur la période, dont 170 M€ pour les rames TGV2N2, 137 M€ pour les rames Transilien et 191 M€ pour les rames TER. Par ailleurs, une révision de la valeur d'acquisition de certaines rames TGV a entraîné une baisse des engagements de 175 M€.
- La signature en 2013 de nouveaux accords relatifs à différents projets en gares (dont Pôle d'Echange Multimodal sur Paris Austerlitz, nouvelle gare de Bordeaux St Jean) entraîne une augmentation des engagements d'achat d'immobilisations autres que matériel ferroviaire pour 221 M€.
- Les contrats de locations simples immobiliers augmentent de 130 M€ du fait principalement de la signature de nouveaux contrats par la SNCF. Les contrats de locations simples mobiliers diminuent de 47 M€ du fait de l'écoulement du temps et de l'arrivée à échéance de certains contrats du groupe Keolis.
- A la suite de la signature en janvier 2013 de nouveaux contrats de travaux de voies contractés dans le cadre des marchés sur ordre de l'Infrastructure, les engagements liés aux contrats d'achats d'exploitation augmentent de 143 M€.
- La diminution nette constatée sur les engagements fermes d'achats de matières premières est de 141 M€. Elle provient d'une diminution de près de la moitié de l'engagement annuel souscrit pour l'électricité et le gazole pour les échéances à fin 2013. Celle-ci est légèrement compensée par de nouveaux engagements dont des engagements d'électricité sur les échéances 2014 et 2015 pour 47 M€.

Les principales variations des engagements reçus sont les suivantes sur la période :

- Les lignes de crédit confirmées non utilisées ont diminué de 108 M€ du fait de l'arrivée à échéance de certaines d'entre elles.
- Les engagements de financement d'investissements à recevoir des Régions pour l'exploitation du matériel ferroviaire diminuent de 573 M€. La diminution s'explique principalement par la réalisation des investissements commandés, notamment sur les TER.
- Les engagements de financement d'achats autres que matériel ferroviaire augmentent de 124 M€ en lien avec la signature en 2013 de nouveaux accords relatifs à différents projets en gares (voir ci-dessus les engagements donnés).

13. LITIGES

Le Groupe est impliqué dans plusieurs procédures juridiques et contentieuses non résolues dans le cadre de ses activités courantes. Les charges qui pourraient en résulter font l'objet de provisions quand elles sont probables et qu'elles peuvent être raisonnablement soit quantifiées, soit estimées.

Un litige dans lequel SNCF était demandeur s'est résolu favorablement à la suite de la signature d'un protocole transactionnel avec la partie adverse.

14. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

14.1 SNCF ET SNCB CONSOLIDENT LEUR PARTENARIAT DANS THALYS

Pour renforcer leur partenariat stratégique dans l'activité Thalys, les conseils d'administration de SNCF et de la SNCB ont approuvé respectivement les 27 juin et 8 juillet 2013 le projet de création d'une entreprise ferroviaire commune permettant de consolider leurs intérêts dans Thalys.

Cette entreprise ferroviaire de plein exercice disposera d'un actionnariat stable et solide. Sa création permettra de favoriser une prise de décision plus efficace et d'améliorer le pilotage de l'activité en confiant à une structure unique l'ensemble des moyens concourant au service.

L'objectif est d'assurer le développement de Thalys et de garantir son agilité dans un environnement concurrentiel.

L'accord entre SNCF et la SNCB prévoit la création de cette nouvelle entreprise dès 2015, après notamment l'obtention de l'accord de la Commission Européenne au titre du contrôle des concentrations.

14.2. RENEGOCIATION DU CREDIT SYNDIQUE DU GROUPE KEOLIS

La principale source de financement du groupe Keolis est le crédit syndiqué signé le 24 mai 2007, modifié par avenants. Sa date d'échéance est le 24 mai 2014. Son montant disponible au 30 juin 2013 et jusqu'à son échéance est de 515 M€. Au 30 juin 2013, un montant de 425 M€ était tiré.

Des discussions ont été engagées par Keolis auprès de son pool bancaire depuis le premier trimestre 2013 en vue de refinancer le crédit syndiqué. Un nouveau crédit syndiqué d'une durée de cinq ans, prenant la place du précédent, a été signé le 11 juillet 2013.

Pour ce nouveau crédit syndiqué, un seul covenant financier a été retenu, le ratio de levier d'endettement, dans des termes et niveaux à respecter très similaires à ceux présents dans la documentation du crédit syndiqué précédent.

Ce nouveau crédit syndiqué, d'un montant maximum de 800 M€, est à taux variable sur référence Euribor, auquel s'ajoute une marge variant en fonction du levier d'endettement ainsi que du taux d'utilisation. La marge au démarrage, le 11 juillet 2013, est de 95 points de base, répartis en 70 au titre du levier d'endettement et 25 au titre de l'utilisation initiale, inchangée à 425 M€.

14.3. DERAILEMENT D'UN TRAIN INTERCITES LE 12 JUILLET 2013

Le vendredi 12 juillet 2013, le train Intercités Paris-Limoges n°3657 a déraillé en gare de Brétigny-sur-Orge (Essonne), avec 385 passagers à bord. La catastrophe a fait 6 morts et 30 blessés dont 2 graves. Les dégâts matériels ont rendu la circulation des trains Fret, Intercités et Transilien impossible puis très limitée entre Paris, Limoges et Toulouse, Paris et Orléans et sur les branches sud du RER C.

Toutes les dispositions ont été immédiatement mises en œuvre afin d'aider les voyageurs, assurer la sécurité du réseau et permettre aussi rapidement que possible la reprise du trafic ferroviaire.

A ce stade, seule l'origine de l'accident est connue. Les enquêtes diligentées afin d'en déterminer les causes sont toujours en cours.

Cet événement survenu postérieurement à la clôture semestrielle est sans lien avec des situations qui existaient au 30 juin 2013. Il n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe. Les conséquences financières pour SNCF restent à évaluer sur le deuxième semestre.

14.4. L'AGENCE DE NOTATION FITCH RATINGS RETIRE LE TRIPLE A DE SNCF

Après avoir dégradé la note souveraine de la France le 12 juillet, l'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 17 juillet avoir dégradé la note de SNCF et RFF. Celle de SNCF en particulier a été dégradée d'un cran de AAA à AA+ en conservant la perspective négative.

15. PERIMETRE

Hormis les effets liés à l'application du paquet consolidation (voir note 1.3), il n'y a pas eu d'opérations significatives sur le périmètre au cours de la période.

SNCF

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

SNCF

34, rue du Commandant Mouchotte
75699 Paris Cedex 14

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi en date du 21 avril 2008 et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la SNCF, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Comme indiqué en note 1.2.3 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés, la SNCF a rendu public en septembre 2009 un nouveau Schéma Directeur du Transport Ferroviaire de Marchandises. Le déploiement de ce schéma se poursuit et conduit la SNCF à modifier son organisation.

Dans ce contexte, les modalités d'évaluation des moyens de production de l'activité Fret SNCF ont été adaptées.

A ce stade d'avancement du schéma et compte tenu de la documentation existante sur les projections d'activité et de rentabilité, les valeurs d'utilités retenues ont été déterminées à partir d'une méthodologie et d'hypothèses ne remplissant pas les conditions requises par les normes IFRS. Par ailleurs, le marché européen de la vente et de la location des locomotives est un marché

restreint et la référence à des transactions est limitée. En conséquence, les valeurs retenues pourraient ne pas être représentatives des valeurs de marché.

Pour ces raisons, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur recouvrable des moyens de production de Fret SNCF dont la valeur comptable après amortissements s'élève au 30 juin 2013 à 1,5 milliard d'euros avant une dépréciation de 1,0 milliard d'euros. Ce point faisait déjà l'objet d'une réserve au cours des exercices précédents.

Sur la base de notre examen limité, et sous la réserve exposée ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 1.3 « *Modifications apportées à l'exercice et aux exercices comparatifs* » qui présentent les modalités et l'incidence de la première application de la norme IAS 19 révisée ainsi que de l'application anticipée d'autres nouvelles normes et notamment IFRS 11 ;
- Les notes 2.2 « *Reprise de perte de valeur sur SNCF Infrastructure – Maintenance et travaux* » et 9 « *Pertes de valeur* », qui indiquent les conditions et l'impact de la reprise de la perte de valeur antérieurement constatée sur les actifs de l'UGT « *Infrastructure – Maintenance et travaux* » à hauteur de 546 M€.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie du présent rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 25 juillet 2013

Les commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Eric Bertier

Philippe Vincent

Lionel Gotlib

Franck Boyer